



**GRÈVE A
GENERAL MOTORS**

mars 1976

AVANT-PROPOS

Cette brochure a été faite par des gars qui se sont connus durant la grève (environ dix, surtout syndiqués C.F.D.T. ainsi que C.G.T. et non syndiqués: tous des jeunes). Après s'être réparti les tâches, ça a un peu traîné. Cinq l'ont rédigée puis, avant d'être « tirée », elle a été rediscutée entre une quinzaine de personnes.

Nous tenions à faire cette brochure d'abord pour nous informer et informer ceux qui avaient lutté avec nous (personne ne pouvait être partout pour tout voir). Ensuite nous avons pensé qu'il était important de comprendre notre grève: ce qu'elle a apporté de nouveau, ses limites, ce qu'elle a changé.

C'est pourquoi la brochure est centrée sur la grève: l'exploitation des ouvriers par le capitalisme n'étant plus à démontrer, pas plus qu'une grève est l'affrontement entre les ouvriers et la compagnie.

Pour ceux qui se demandent qui nous a payé pour faire cette brochure, nous pouvons avouer que c'est la G.M. qui nous paye, sûrement pas pour écrire des brochures mais plutôt pour s'y faire chier 40 heures par semaine comme tous les autres. Quant à être les petits copains de la direction: avertissements, blâmes, mises à pied, voici la récompense que nous en avons reçue.

Certains diront aussi que c'est anti-syndical, ça fait le jeu de la direction: nous pensons que notre opinion sur la lutte doit nous renforcer, pas nous affaiblir.

Ceci doit permettre des discussions et des analyses qui nous seront utiles lors d'une prochaine lutte.

Enfin, si cette brochure sort en supplément à « Uss'm Follik », c'est pour nous éviter de payer la T.V.A. sur l'impression de la brochure. Nous ne sommes donc ni engagés vis-à-vis d'eux, ni l'inverse.

quelques chiffres sur G.M. dans le monde

Bien que ne réalisant plus que le 3^e chiffre d'affaires mondial (derrière deux firmes pétrolières: Exxon et Royal Dutch), on peut dire que General Motors est la plus importante société industrielle du monde, tant par sa production que par ses effectifs.

En 1975, le chiffre d'affaires de la société a totalisé 35,7 milliards de dollars, soit environ 160 milliards de francs, con-

tre 31,5 milliards en 74. Le bénéfice net (impôts et toutes taxes déduites) de l'exercice a été de 1 253 millions de dollars contre 950 millions de dollars en 74, marquant ainsi une progression de 32%.

Le cours des actions est passé de 30 et 3/4 fin 74 à 58 et 5/8 fin 75. Le bénéfice par action ordinaire s'est élevé à 4,32\$ contre 3,27\$ en 74.

Les ventes totales d'automobiles et de camions dans le monde entier ont atteint 6 629 000 unités en 75 contre 6 690 000 unités en 74.

Enfin, les effectifs moyens de la société au cours de l'année 1975 ont été de 681 000 personnes contre 734 000 en 1974. Notons au passage que l'accroissement des bénéfices, qui s'est fait malgré une légère diminution de la production, s'est fait grâce à la liquidation de 50 000 emplois.

La reprise dans l'automobile, si elle a donc profité aux actionnaires, n'a pas arrangé le chômage.

GENERAL MOTORS STRASBOURG

Année	Nombre de salariés	Chiffre d'affaires	Nombre de boîtes produites	Chiffre d'affaires par client		
				OPEL	FIAT	VAUXHALL
1967	346					
1968	1 098	11 325 798,06				
1969	1 510	96 438 177,64	117 992			
1970	1 173	87 064 695,00	85 695	74 543 081,10	4 424 177,32	8 097 437,58
1971	1 059	128 636 387,08				
1972	1 049	128 199 807,69				
1973	1 141	162 431 535,97	149 427	128 784 861	24 527 416	8 801 502
1974	761	94 391 893,68	71 528	67 771 908	17 370 112	7 407 662



historique

L'usine GENERAL MOTORS CORPORATION décida en 1967 d'implanter à Strasbourg une fabrication de transmissions automatiques conçues pour les voitures OPEL au départ, VAUXHALL et FIAT par la suite.

Trois bonnes raisons pour cela :

- la proximité de l'usine OPEL à Rüsselsheim (près de Francfort);
- le cadeau de la municipalité: le terrain fut gracieusement mis à leur disposition par le Port Autonome de Strasbourg;
- le prix relativement peu élevé des travailleurs; surtout, triant sur le volet, ils pouvaient choisir les bons Alsaciens traditionnellement travailleurs.

Cette implantation fut saluée par une publicité-monstre dans la presse locale (surtout D.N.A., avec des photos à l'appui).

Ce projet prévoyait en effet 3 000 emplois dans une région somme toute peu industrialisée. Ce chiffre ne fut d'ailleurs jamais atteint, pas plus que celui de la production théorique annuelle de 300 000 unités.

Un bureau de renseignements (avec agents secrets) triait sur le volet les premiers embauchés, allant chercher jusque dans les mairies des villages, les voisins des candidats, les renseignements qu'ils désiraient avoir. (Beaucoup venaient de la campagne, à des distances de 60 km parfois; ceci est important pour le climat de la boîte.) Les premiers embauchés furent envoyés à Rüsselsheim, soi-disant en stage, en vérité, ce n'était qu'un moyen de disposer, après un tri sur le tas, d'une main-d'œuvre suffisante pour démarrer la production le jour J.

La production démarra en juin 68. L'inauguration de l'usine eut lieu vers la fin de l'année 1968, renfort de publicité: journalistes, hommes politiques, ainsi que l'ambassadeur américain en France, qui était SHRIWER (beau-frère des Kennedy).

Dès 68, trois syndicats furent implantés: C.G.T., C.F.D.T., Autonome (qui devint plus tard la C.F.T.), plus la C.G.C. pour les cadres.

Premières élections au C.E. le 20 juin 1968: un C.G.C., un Autonome, trois C.G.T., un C.F.D.T.

Fin 68 et début 69, on travaille en deux équipes plus certains samedis. Mais dès fin 69, les premières difficultés apparaissent (erreur de prévision des ventes): réductions d'horaires et envoi de volontaires à OPEL-Rüsselsheim.

De 70 à 72, les horaires changent au gré des besoins de la production. Quelques petits mouvements de grève apparaissent. A cette époque, l'unité n'était pas à l'ordre du jour entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Il faut dire que deux employés délégués au C.E. collaboraient ouvertement avec la direction. D'où scission à la C.F.D.T. entre le clan ouvrier et employé-maîtrise. Pendant ce temps, la répression s'abat sur les militants et les militantes: déclassements, mises à pied et autres. Beaucoup d'entre eux quittent la G.M. à cette époque.

En 73 a lieu la première action importante avec, cette fois-ci, unité syndicale C.G.T.-C.F.D.T.: grève perlée, reconductible chaque jour par décision de l'A.G. Résultat: une prime distribuée au bon vouloir de la direction est remplacée par une prime fixe ainsi qu'une augmentation de salaire uniforme qui varie de 7 à 17%. Suite à cette lutte, DERCAINE, qui était directeur du personnel depuis 68, est viré. 70-73 est l'époque de la C.F.T. qui ne s'implantera d'ailleurs jamais sérieusement. Elle disparaîtra suite à la promotion ou au départ de ses quelques « militants ». La lutte contre la C.F.T. a beaucoup fait pour l'unité syndicale C.G.T.-C.F.D.T.

74 est l'année de la crise dans l'automobile. Malgré des manifestations en ville, les ouvriers subissent 32 heures par semaine et des congés forcés. Suite à cela, 400 départs. Les sections syndicales sont en partie désorganisées. 74, c'est aussi la majorité au C.E. pour la C.G.T. (3) et la C.F.D.T. (2). Ceci entraîne de nombreux conflits avec la direction. Un procès est toujours en cours à ce propos (entrave au bon fonctionnement du C.E., diminution du budget, trois jours de mise à pied pour le délégué cadre).

Début 75, la situation s'améliore dans l'automobile, la direction décide une nouvelle restructuration de certains services. Entre autres, les équipes du service énergie qui font les 3X8 sont réduites, mais les charges de travail restent les mêmes. De ce fait, en juin 1975, une semaine avant les vacances, les gars de l'énergie arrêtent le compresseur d'air. La direction « lock-out » deux jours avant les congés. C'est un échec provisoire, mais on se souviendra de cette forme d'action.

Après les vacances, embauche massive. Suite à une prime du gouvernement pour l'embauche de jeunes travailleurs, la direction tente l'expérience d'embaucher des jeunes qui n'ont pas encore fait le service militaire. Ceci va changer le climat de la boîte.

1976 s'annonce bien pour la direction.

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.

Strasbourg, le 19 décembre 1975

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Au nom de la Direction de GENERAL MOTORS STRASBOURG, je tiens à vous remercier pour l'effort et l'ajout que vous avez apportés à la Société en 1975 et à vous souhaiter à vous et à tous de bonnes fêtes de fin d'année.

Après une année de travail, ces quelques jours de repos et de détente seront les bienvenus.

Nous espérons que votre travail à GENERAL MOTORS STRASBOURG vous donne satisfaction, que vous vous sentez en sécurité et que vous éprouvez le sentiment que vous êtes et serez traité équitablement.

Je déplore qu'au cours de l'année nous ayons rencontré quelques difficultés. Les conflits ont été évités. Seuls des rapports loyaux et honnêtes permettent de travailler en bonne harmonie.

Nous avons essayé d'équilibrer l'effectif de l'usine avec l'accroissement des besoins de production suite aux commandes de transmissions. Malheureusement, dans l'industrie automobile, il est difficile de prévoir à long terme le montant des commandes. De ce fait, il n'est possible de maintenir un effectif stable qu'en ayant recours, lorsque le besoin s'en fait ressentir, aux heures supplémentaires.

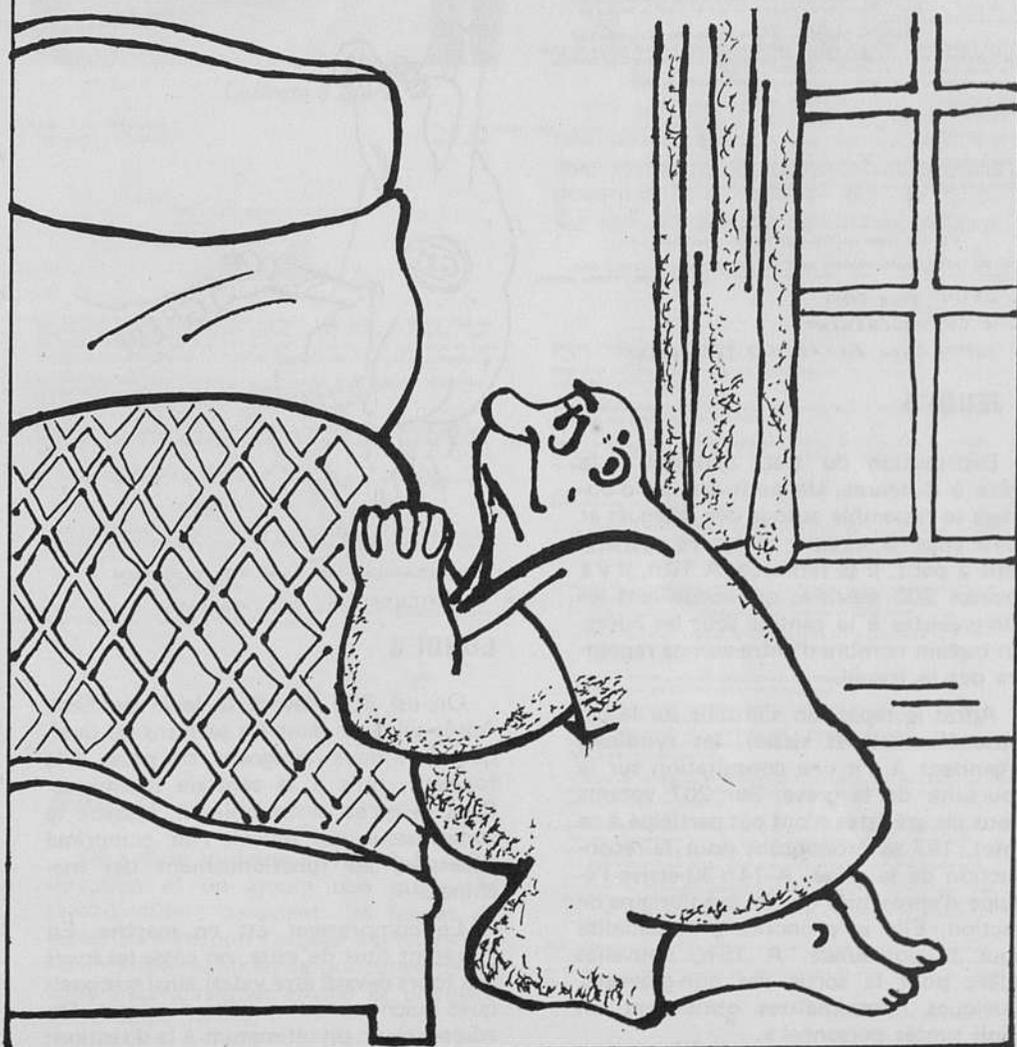
J'ai le plaisir de confirmer que les perspectives pour 1976 sont bonnes. En conséquence, nous ne pensons pas modifier l'équilibre actuel de l'effectif pour l'instant.

J'espère que vous passerez ces quelques jours de fête en bonne forme physique et morale au sein de votre famille.

Nos vœux les plus sincères pour 1976 !

H. W. VANGE

ET FAITES QU'ILS N'OCCUPENT PAS MON USINE !



chronologie

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.
Département du Personnel

76 DP 185 MD/am
3.3.1976

NOTE D'INFORMATION AU PERSONNEL

HORAIRE DE TRAVAIL DE L'ÉQUIPE D'APRÈS-MIDI

Conformément aux engagements qui avaient été pris auprès de la délégation qui a été reçue hier après-midi, un sondage d'opinion a été effectué auprès du personnel concerné. Sur 165 personnes consultées, 103 se sont prononcées contre un horaire de 8 heures 30 (de 15 heures à 24 heures) et 62 pour.

Il convient également de dire que la majorité des personnes consultées aurait souhaité travailler 8 heures 30, mais à condition que la fin d'équipe se situe aux alentours de 23 heures. Ceci n'étant pas possible pour les raisons qui ont été expliquées à la délégation, il a été décidé de tenir compte du souhait de la majorité du personnel consulté et de ramener l'horaire de l'équipe d'après-midi à 8 heures, soit de 15 heures à 23 heures 30, et ceci à dater du lundi, 8 mars.

La Direction avait tenu compte du souhait de la majorité de l'équipe du matin en ramenant l'horaire de début du travail de 5 heures 30 à 6 heures. Il n'est malheureusement pas possible de répondre à ce souhait sans rallonger l'horaire de l'équipe d'après-midi d'une demi-heure.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

Aujourd'hui 6h
C F D T
GREVE
C G T

L'équipe d'après-midi a décidé de poursuivre la grève.

Mardi: l'équipe d'après-midi a fait grève de 23h à 24h.
Mardi: la grève s'est poursuivie de 15h à 17h30.

À la suite de plusieurs entrevues avec la direction, celle-ci propose de ramener l'équipe à 23h30 au lieu de 24h, mais refuse le chevauchement bien que Dalbourg lui-même ait reconnu que ce soit bénéfique.

Le prétexte de ce refus serait les 20 personnes travaillant en production au S1. Cet argument ne tient pas il est parfaitement possible de trouver du travail pour 20 personnes, surtout pendant une 1/2h.

Mardi: débrayage d'une 1/2h de l'équipe du matin.

Suite à un nouveau refus de la direction, l'équipe de l'après-midi ne prend pas le travail.

LA DIRECTION SE MOQUE DE NOUS!!

Les salaires: les affaires de la G.M. marchent très bien; les voitures ont augmenté de 32% en 2 ans, mais pas les salaires.

Les 3,5% d'augmentation sont ridicules en comparaison des hausses de prix: 10% pour l'électricité, 8% pour le gaz et n'oublions pas le TIKET de la CANTINE: 5,5%.

D'après M. Fourcade, c'est la reprise dans la production automobile. Nous l'avons remarqué sur les cadences mais pas sur nos fiches de paye. C'est avec raison que nous demandons 250F d'augmentation: le retour à un horaire normal ne permettrait pas de couvrir le coût de la vie.

Les horaires: les horaires du soir ne permettent pas un repos normal en rentrant à 1h ou 2h du matin.

Merci pour la 1/2h "chevauchement offerte" suite à notre lutte, mais c'est insuffisant.

Les cadences: elles augmentent avec ce que la production devient de plus en plus élevée. Par exemple au moment où l'on prétend faire une avance pour le lendemain, mais cette avance s'annule "circulairement" le surlendemain.

A LA G.M. COMME AILLEURS RIEN N'A ÉTÉ OBTENU SANS LUTTE.

ET LES LEÇONS PASSÉES PROUVENT QUE C'EST TOUJOURS ENSEMBLE QU'IL FAUT AGIR.

- 250 F pour tous
- le CHEVAUCHEMENT
- SUPPRESSION des CADENCES INFERNALES

JEUDI 4

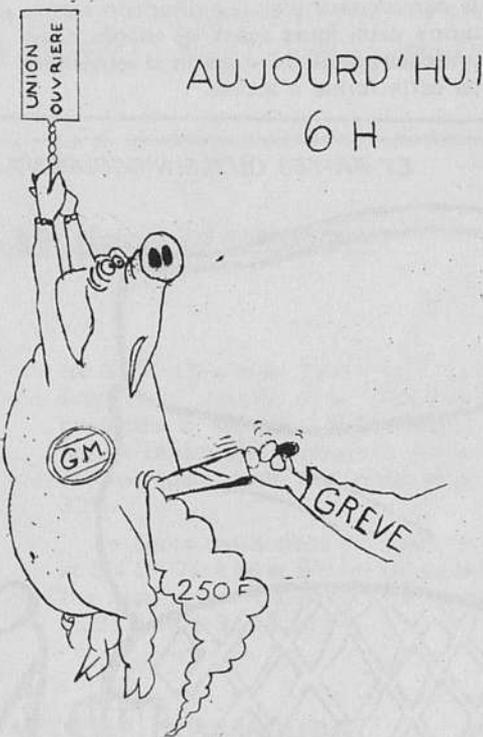
Distribution du tract appelant à la grève à 6 heures. Un petit groupe d'ouvriers se rassemble autour des délégués et commence à circuler dans les ateliers. Petit à petit, il se renforce. A 10h, il y a environ 200 grévistes qui accueillent les non-grévistes à la cantine sous les huées. Un certain nombre d'entre eux ne reprendra pas le travail.

Après le repas, on s'installe sur la pelouse (football et sieste), les syndicats organisent à 1h une consultation sur la poursuite de la grève. Sur 207 votants (tous les grévistes n'ont pas participé à ce vote), 197 se prononcent pour la reconduction de la grève. A 14h30 arrive l'équipe d'après-midi qui était à l'origine de l'action. Elle se prononce à l'unanimité pour la poursuivre. A 15h, nouvelles huées pour la sortie des non-grévistes. Quelques contremaîtres obtiennent

4 «joli succès personnel».

VENDREDI 5

On se rassemble à 6h devant le local syndical. Aujourd'hui, on ne mettra pas les bleus! Après avoir effectué un tour dans les ateliers où beaucoup de non-grévistes se cachent derrière leur machine, on est environ 300. A 8h30, on accueille les employés qui viennent tous travailler, en bloquant toutes les entrées. Puis on s'installe dans les couloirs des bureaux en attendant d'être reçus par la direction qui s'enferme dans ses locaux. A 10h, Vange, le directeur général, réussit à filer «à l'américaine» sous la protection de ses «tuniques bleues» (les gardiens de l'usine, armés de talkies-walkies). Vers les 13h, on en a ras-le-bol d'attendre. On se masse devant le bureau de Dalbourg. Quelques heurts avec des tuniques bleues qui défendent le bureau de leur maître. La porte étant fermée, les serruriers démontent une vitre, ce qui nous permet de mettre fin à l'autoséquestration de Dalbourg. Une fois dans le bureau, les délégués entament le dialogue. Des gars s'installent dans les fauteuils. Petit à petit, tout le monde se rapproche du bureau. Dalbourg finit par être totalement encerclé. Les gars n'ont maintenant plus peur de lui dire ce qu'ils pensent. Dalbourg, lui, ne cesse de remuer dans son fauteuil, faisant appel aux délégués pour nous maintenir à distance. Finalement, voyant qu'on perdait notre temps dans ce bureau, on le laisse tomber. On se donne donc rendez-vous pour lundi matin, bien décidés à poursuivre notre action.



AUGMENTATION DE LA PRODUCTION
= AUGMENTATION DES PROFITS

LUNDI 8

On est 300 devant le local syndical. Après un tour dans les sections où quelques gars nous rejoignent, on passe à la fonderie, puis à la centrale thermique. C'est là qu'est notre objectif, à savoir le compresseur qui fournit l'air comprimé nécessaire au fonctionnement des machines.

Le compresseur est en marche. En l'arrêtant tout de suite, on casse les fours (les fours devant être vides) ainsi que quelques machines qui marchent encore. On adresse donc un ultimatum à la direction:

si dans deux heures, les négociations ne sont pas ouvertes, on coupe l'air comprimé.

A 9h, les gars de la centrale ne voulant pas prendre la responsabilité de couper l'air, on fait écran autour de l'escalier qui mène au sous-sol, nous protégeant ainsi des yeux de Michkney, chef de la production, et Dutcher, chef du service énergie.

A une dizaine, on descend fermer une vanne. Quelques minutes d'angoisse terrible... les manomètres de température montent... et puis brusquement tout s'arrête. Grand cri de victoire. C'est fait, l'usine tourne au ralenti.

Dans la matinée, des grévistes proposent un comité de grève pour organiser la lutte. La C.F.D.T. est d'accord, ainsi que quelques délégués C.G.T. Mais l'arrivée du permanent syndical C.G.T., Bauer, casse tout: «L'initiative de la lutte doit rester au syndicat». Peu après apparaissent les bulletins d'adhésion C.G.T. La campagne «3 millions d'adhérents» bat son plein! Aux militants C.F.D.T. qui demandaient à quoi cela rimait, on répondait: «Faites-en autant!»

L'après-midi, on se promène, on joue au foot, etc. On tire le tract de solidarité (fait par un responsable syndical et par d'autres gars). La direction fait afficher un plan de lock-out progressif. Le soir, on s'installe pour passer «confortablement» la nuit: première nuit d'occupation.

SECTIONS SYNDICALES C.G.T., C.F.D.T.

LA GREVE... CONTINUE.

Le Directeur Général VANGE s'est sauvé sous escorte de ses tuniques bleues, à toute pompe, vendredi matin.

Il ne veut pas négocier avec les travailleurs en grève.

Pourtant, avec ses souhaits de bonne année, il avait prôné la discussion "loyale et honnête", entre direction et personnel. C'est G. M. aux deux visages.

La discussion "porte et vitre ouvertes" chez Dalbourg n'a rien donné non plus.

Exemple de bonne volonté:
question - Dalbourg: pourriez-vous vivre avec 1500 Frs?
réponse - là n'est pas le problème!

On sait que ce n'est pas votre problème, mais nous on se bat pour notre vie et vous pour votre profit, c'est-à-dire, pour nous faire bosser plus.

Suite à ça, la grande majorité des grévistes s'est exprimée continuer la lutte le lundi matin.

Notre lutte est basée sur 3 revendications essentielles, à savoir:

- chevauchement des équipes,
- 250.-Frs pour tous,
- amélioration des conditions de travail, diminution des cadences.

Des bruits ont couru vendredi, que le directeur est séquestré. Ceci n'est pas vrai.

En vérité, il s'est fait enfermer et nous l'avons délégué....

Ce qui est vrai, c'est que notre lutte continue.

Grévistes, rassemblez-vous à l'endroit habituel, près du local syndical.

Ensemble, nous prendrons les décisions nécessaires.

Strasbourg, le 8 Mars 1976

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.
Département du Personnel

76 DP 206 MD/am
8.3.1976

NOTE D'INFORMATION AU PERSONNEL

La Direction s'efforce d'organiser du travail pour toutes celles et ceux qui le désirent et continuera à le faire tant que cela sera possible malgré l'absence d'air comprimé; toutefois, il est difficile d'organiser du travail réel et utile dans ces conditions pendant longtemps. En conséquence, au cas où des moyens de production normaux ne seraient pas rétablis, nous nous verrons dans l'obligation de procéder à la fermeture des ateliers selon l'ordre et les dates suivants:

- à partir du mercredi matin, 9 heures: fermeture des sections 2810 et 2840, ainsi que des sections d'Inspection et de M.P.C. directement rattachées à ces ateliers.
- mercredi après-midi, 15 heures: fermeture de la fonderie.
- jeudi matin, 6 heures: fermeture des sections 2830.
- jeudi après-midi, 15 heures: fermeture des sections 2820.

Il est bien entendu que dès que les moyens de production normaux seront remis à disposition, nous réouvrons l'ensemble des ateliers.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

Le matin, on est réveillé à 4 h 30 par un coup de sirène. On va à l'entrée, accueillir ceux qui bossent encore. Dans la matinée, on a des ennuis avec les flics-maison. Les tuniques bleues gardent farouchement l'entrée. Ils veulent nous empêcher de rentrer les sacs de couchage (le pinard par après). Alors on occupe le gardiennage et on enlève la grille que l'on emmène à la centrale.

Là, on s'organise. Il est proposé la création de commissions. La C.G.T. accepte, à condition que ce soit les délégués qui chapeautent ces commissions. Leur petit nombre les obligent parfois à s'inscrire dans deux commissions à la fois.

Les commissions :

- solidarité et finances
- popularisation et relations extérieures
- organisation de l'occupation
- relations intérieures et animation.

Ce n'est qu'un petit nombre qui s'y inscrit.

Vers les 13h, la direction organise une réunion avec des délégués de non-grévistes (règleurs principalement). Une première fois, les grévistes voulant y assister, elle est annulée. Une deuxième fois, elle a lieu avec les grévistes. La direction confirme le lock-out progressif. Mais l'épreuve de force grévistes/non-grévistes que tente la direction n'a pas l'air de marcher. Vange déclara : « Je croyais avoir affaire à des ouvriers honnêtes et loyaux, mais je vois qu'on ne peut pas discuter ici ! »

A 14 h 30, réunion délégués-direction : la direction propose une réunion tous les quinze jours à onze heures ainsi qu'un vote sur l'assemblée du personnel ouvrier pour ou contre la reprise du travail.

L'après-midi, des délégués de fonctionnaires (beaucoup de militants politiques) pour lesquels le 9 mars était une journée nationale d'action, viennent nous porter leur soutien.

Les premières distributions de tracts ont lieu : à Clark, où plusieurs ouvriers de G.M. travaillaient auparavant et où des liens avaient été tissés lors de la récente grève qui s'y était déroulée pour le maintien de l'emploi, et à Téléc. Ce tract est bien accueilli.

Dans la nuit, les gardiens soudent la porte d'entrée. On fait sauter le tout à la barre à mine.

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A. 76 DP 210 ME/Am
Département du Personnel 9.3.1976

NOTE D'INFORMATION AU PERSONNEL

Ce jour, de 14 heures 30 à 14 heures 50, M. DALLBOURG a reçu les 3 Délégués Syndicaux présents dans l'usine : MM. H. KLEIN, C.G.T., J. BENOIT et A. ELSENKORF, C.F.D.T.

M. DALLBOURG a traité les 4 points suivants :

- 1.) Il souhaite recevoir les Délégués Syndicaux tous les jours dans son bureau, à 11 heures.
 - 2.) Il demande aux Délégués Syndicaux de mettre tout en œuvre pour un retour à la légalité dans ce conflit.
 - 3.) Il demande aux Délégués Syndicaux de lui fournir les raisons, les analyses et les arguments qui les ont amenés à demander une augmentation générale uniforme de F. 250.
 - 4.) Il pose la question suivante : au cas où la Direction organiserait un vote pour l'ensemble du personnel ouvrier pour ou contre la reprise du travail,
 - a) Seriez-vous d'accord pour participer à l'organisation et au contrôle de ce vote ?
 - b) Respecteriez-vous et essayeriez-vous de faire respecter la volonté de la majorité des travailleurs au cas où ils se prononceraient pour la reprise du travail ?
- Sur a) et b), les Délégués déclarent qu'ils ne sont pas en mesure de répondre sans avoir consulté le personnel.
- M. DALLBOURG leur demande de bien vouloir lui apporter leur réponse, demain matin, à 11 heures.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

On est 150 le matin. Plus personne ne travaille aux ateliers de montage et de production. L'A.G. répond NON à la direction qui nous demandait d'arrêter l'occupation de la centrale.

A 11 h, réunion délégués-direction. La direction demande aux délégués de faire cesser les actions illégales (chahuts dans les ateliers, grille arrachée). Ils répondent qu'ils soutiennent ces actions. La direction s'engage à étudier la revendication des 250 F et réitère la question sur le vote.

L'après-midi, des délégations d'autres boîtes viennent nous rendre visite (Clark, S.N.C.F., Téléc, Spiertz). Collecte à Clark (collecte non préparée qui nous apporte quand même 500 F).

Le soir, une « délégation » de Téléc vient et laisse le « Quotidien du Peuple » derrière elle !



Collecte à Clark.

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A. 76 DP 213 ME/Am
Département du Personnel 10.3.1976

NOTE D'INFORMATION AU PERSONNEL

SITUATION A G.M.S.

MERCREDI, 10 MARS 1976

- 1.) La Direction réitère sa demande aux Délégués Syndicaux de mettre tout en œuvre et de prendre position pour que les actions illégales cessent ; les Délégués déclarent ne pas avoir le pouvoir de contrôler la situation et confirment qu'ils soutiennent les actions dites illégales par la Direction.
- 2.) Les Délégués remettent à la Direction une longue étude appuyant leur revendication d'une augmentation générale uniforme de F. 250. La Direction s'engage à l'étudier soigneusement.
- 3.) La Direction réitère la question : au cas où la Direction organiserait un vote pour l'ensemble du personnel ouvrier pour ou contre la reprise du travail,
 - a) Seriez-vous d'accord pour participer à l'organisation et au contrôle de ce vote ? Réponse : pas dans ces conditions.
 - b) Respecteriez-vous et essayeriez-vous de faire respecter la volonté de la majorité des travailleurs au cas où ils se prononceraient pour la reprise du travail ? Réponse : pas dans ces conditions. Seul le vote des grévistes doit être pris en considération.
- 4.) La Direction répète qu'elle souhaite recevoir les Délégués Syndicaux, tous les jours, à 11 heures, samedi et dimanche compris.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

On refuse toujours le vote à la sauce direction et on ajoute une quatrième revendication : paiement des heures de grève. La direction s'engage à prendre position lundi matin en ce qui concerne les 250 F. La direction envoie sa première lettre aux ouvriers.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

NOTE D'INFORMATION AU PERSONNEL

SITUATION A G.M.S.

MARDI, 11 MARS 1976

- 1.) Les Délégués Syndicaux maintiennent leur position en ce qui concerne les actions déraisonnables menées dans l'usine par les grévistes.
- 2.) La Direction s'engage à donner sa position sur l'étude appuyant la revendication salariale soumise par les Délégués Syndicaux, lundi 15 mars 1976. Il s'agira d'une position.
- 3.) Les Délégués Syndicaux maintiennent leur position en ce qui concerne l'organisation d'un vote démocratique parmi l'ensemble du personnel ouvrier.
- 4.) La Direction répète qu'elle souhaite trouver une issue à ce conflit avec les Délégués Syndicaux et leur demande s'ils ont des propositions pour essayer d'aboutir. Les Délégués Syndicaux répondent que les seules propositions qu'ils ont consistant à négocier immédiatement sur les trois points et ajoutent une quatrième revendication : le paiement des heures de grève.

LA DIRECTION DU PERSONNEL



On prépare le week-end (commission relations extérieures et animation). Un tract est rédigé, approuvé par les grévistes présents. Il est tiré le soir à l'U.D.-C.F.D.T. On prend contact avec la Coop.

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.

Strasbourg, le 11 mars 1976

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous avez été tenus au courant du déroulement de la situation dans l'entreprise par voie d'affichage.

La Direction, dans le souci de vous tenir informés, a décidé de vous faire parvenir les renseignements suivants :

Mardi, 9 mars, trois délégués syndicaux MM. H. KLEIN, C.G.T., J. BENOIT, C.F.D.T., et A. ELSENKORF, C.F.D.T. ont été reçus par la Direction du Personnel.

Il leur a été exposé les quatre points suivants, qui ont été discutés le lendemain matin, 10 mars 1976 à 11 heures :

1. La Direction avait demandé aux délégués syndicaux de faire leur possible afin d'éviter que des actions déraisonnables se reproduisent. A cette demande, les délégués syndicaux répondent qu'ils ne peuvent contrôler la situation et qu'ils soutiennent ces actions.
2. Les délégués syndicaux remettent à la Direction une longue étude pour justifier leur revendication d'une augmentation de F. 250.- La Direction prend l'engagement de l'étudier soigneusement.
3. La Direction avait demandé la participation à l'organisation et au contrôle d'un vote pour l'ensemble du personnel ouvrier pour ou contre la reprise du travail. A cette question, les délégués syndicaux répondent qu'ils ne sont pas d'accord pour participer dans ces conditions. Concernant ce vote, la Direction avait demandé aux délégués syndicaux si, au cas où la majorité des travailleurs se prononceraient pour la reprise du travail, ils s'engageaient à respecter ce vote. Les délégués syndicaux répondent que seul le vote des grévistes doit être pris en considération.
4. Au cours de la réunion du 10 mars, la Direction reconfirme qu'elle souhaite recevoir les délégués syndicaux tous les jours à 11 heures, samedi et dimanche compris.
5. Au cours de la réunion du 11 mars, les délégués syndicaux continuent à refuser d'intervenir pour mettre fin aux actions déraisonnables menées dans l'usine et confirment qu'ils appuient ces actions et y participent. Ils continuent à refuser l'idée d'un vote démocratique pour l'ensemble du personnel ouvrier pour ou contre la reprise du travail. La Direction répète son souhait d'arriver avec eux à entrevoir une issue au conflit. Les délégués syndicaux déclarent vouloir négocier d'abord sur les trois points de revendication auxquels ils ajoutent une demande de paiement des heures de grève.

Nous avons parfaitement conscience que cette lettre ne règle en rien votre problème personnel ni celui de votre famille, mais il nous a semblé nécessaire de garder le contact avec vous en vous informant le mieux possible de l'évolution de la situation.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

VENDREDI 12

Le matin :

Les lignes de transport ont été supprimées. Cela se ressentira sur le nombre des grévistes : on est environ 60 à l'A.G. La C.G.T. déclare que le tract tiré la veille est choquant ! Elle en a donc tiré un autre, ou plutôt le même sans le dernier paragraphe, et en faisant bien ressortir les sigles C.G.T.-C.F.D.T., qui, n'ayant pas été mis sur le brouillon du tract n'a pas été tiré, alors que, par contre, il n'a pas été oublié de marquer « tiré à l'U.D.-C.F.D.T. », d'où le scandale. On procède donc à la coupure du passage incriminé et on tamponne les sigles.

Les commissions se réunissent pour préparer le week-end. On voulait faire un méchoui sur les pelouses de la G.M., mais ce n'était pas l'époque du mouton. Pour un couscous, il aurait fallu prendre la cuisine : divergences là-dessus. On se rabat finalement sur la solution des brochettes qu'on ferait sur le parking (pour se rabattre sous le parking à vélos en cas d'intempérie). Il est accepté que tout sera gratuit : ce n'est pas une kermesse que nous organisons !

On décide également de faire une collecte samedi matin, place Kléber. Pourquoi le matin ? Parce que, « vous savez, moi, ma femme, elle fait les courses le samedi matin, alors je crois que c'est là qu'il y a le plus de monde ». Et c'est le même délégué C.G.T. qui avertira Pélissier, responsable de R.G. à Strasbourg, de notre action : « Vous savez, je le connais, alors ça ira plus vite ».

En fin de matinée, on distribue des tracts à Bougard, Alcatel (3 équipes pour les 3 X 8). A midi, collecte à la Coop, où les syndicalistes de la boîte nous invitent à bouffer.

L'après-midi :

La direction a reculé : pour la première fois à Strasbourg, la direction G.M. accepte de négocier (« propositions concrètes ») avec des grévistes, c'est-à-dire avant la reprise du travail.

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.
Département du Personnel

76 DP 217 MD/sm
12.3.1976

NOTE D'INFORMATION AU PERSONNEL

SITUATION A.G.M.S.

VENDREDI, 12 MARS 1976

Les Délégués sont reçus à 11 heures

La Direction confirme son souhait de négocier et fait les propositions suivantes :

1.) Accord de principe des Délégués Syndicaux représentant le personnel en grève sur les 2 points suivants :

a) Cessation des actes anormaux le jour de la réouverture de l'usine, c'est-à-dire libre accès à la centrale thermique et restitution des grilles à 5 heures 30.

b) Acceptation par les Délégués Syndicaux qu'un vote à bulletin secret soit organisé pour l'ensemble du personnel ouvrier le jour même de la réouverture sur la question suivante : êtes-vous pour ou contre la reprise du travail ?

En cas d'un vote majoritaire, les Délégués s'engagent à respecter et à faire respecter cette décision.

La Direction souhaite également que les Délégués Syndicaux participent à l'organisation et au contrôle de ce vote.

2.) Dès qu'un accord de principe sera réalisé sur ces 2 points, la Direction s'engage à faire une proposition concrète qui sera portée à la connaissance des Délégués Syndicaux et à l'ensemble du personnel, ceci avant la réouverture de l'usine afin que chacun et chacune puissent voter en toute connaissance de cause.

3.) Le jour de la réouverture le vote peut être organisé au courant de la matinée et les résultats publiés immédiatement.

Les Délégués Syndicaux reconnaissent que cette proposition présente un léger côté positif dans la mesure où la Direction parle de proposition, mais déclarent que les négociations devraient commencer sans condition. Toutefois, ils s'engagent à consulter le personnel concerné et à donner réponse dès que possible.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

C'est aussi ce jour que les délégués et une partie des ouvriers mettent le poids sur les négociations. Il faut négocier, on lutte pour négocier, tel est le mot d'ordre. C'est là que s'oppose le « pas de grève pour la grève », mais aussi « pas de négociations pour les négociations ». A partir de cela, certains se polarisent sur les négociations, alors que les autres tentent de développer la lutte. Premiers propos défaitistes également : « Ce week-end, il n'y aura personne ».

On fait une collecte à Bougard. Le délégué F.O. nous donne 10 F en disant : « Il y a sûrement d'autres moyens que la grève ».

LETRE DISPENSEE A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL OUVRIER
GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A. Strasbourg, le 12 mars 1976
76 DP 219 MD/sm

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous avez reçu une première lettre vous informant de la situation dans votre entreprise.

Vous vous posez certainement trois questions principales au sujet des mesures qui ont été décidées par la Direction :

- Pourquoi la Direction ne fait-elle rien ?
- Pourquoi certains employés ont-ils la possibilité de continuer le travail ?
- Pourquoi la Direction ne paie-t-elle pas les personnes désireuses de travailler ?

Avant de vous donner des éléments de réponse, il convient de préciser que, quelles que soient les décisions de la Direction, quoi que la Direction fasse, elle se doit de rester dans la légalité et à l'intention de le faire.

Ces mesures qui peuvent vous paraître arbitraires s'avèrent nécessaires pour les raisons que nous allons vous expliquer ci-après.

1. Vous vous demandez pourquoi certaines personnes travaillent encore. La Direction assure le travail là où une réorganisation du travail est possible, là où l'air comprimé n'est pas nécessaire et là où un travail réel peut être effectué. Ces travaux doivent permettre le redressement de la production dès la réouverture de l'usine.

2. Quant au problème du paiement partiel ou total des personnes obligées de rester chez elles du fait de la fermeture de certains ateliers, la Direction maintient la politique qu'elle a toujours suivie. Cette politique consiste à offrir du travail aux personnes qui en sont désireuses tant qu'il est possible de le faire, et après avoir envisagé des réorganisations de travail. Par conséquent, il est évident qu'une fois toutes ces possibilités épuisées, la Direction ne peut rémunérer des heures non travaillées.

C'est avec regret que la Direction s'est vue dans l'obligation de prendre ces mesures. Cependant, elle continue à chercher des solutions afin de régler le plus rapidement possible le conflit.

Ce jour, vendredi 12 mars 1976 à 11 heures, les Délégués Syndicaux ont à nouveau été reçus. Veuillez trouver ci-joint copie de compte-rendu de réunion.

Nous espérons pouvoir aboutir rapidement à une solution raisonnable et nous ne manquerons pas de vous tenir informés.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

SAMEDI 13

Une collecte est faite par un gars, aidé de deux copains, au marché du quartier. Le reste va au centre ville en voiture, tout en klaxonnant. Mais vu le nombre insuffisant de voitures, on ne bloque pas la circulation comme prévu. Sur la Place Kléber, on est bien timide. On sort nos panneaux, le délégué C.F.D.T. prend le mégaphone, mais il n'y a pratiquement personne sur la place. On se disperse sur

les abords de la place, devant les grands magasins, on distribue les tracts et on fait la collecte. A midi, on rentre bouffer. Ca n'a pas sensibilisé grand-monde !

L'après-midi, on achète les victuailles au supermarché. Gros yeux de la bouchère et étonnement de la caissière, en nous voyant passer avec des chariots remplis de bouffe et de boissons diverses. Elle s'habitue par la suite à voir passer nos convois de ravitaillement. Pendant ce temps, des copains de l'extérieur s'occupent de contacter les chanteurs et musiciens.

Un petit groupe de grévistes, aidé par des copains et copines, se rend à la Place de la Bourse où a lieu un meeting contre les interdictions professionnelles en R.F.A. (« Berufsverbot »), pour parler de notre lutte. Un appel à la solidarité financière est lancé au micro. Nos caisses n'ont jamais été si pleines.

Popularisation et collecte pendant le meeting contre les interdictions professionnelles en R.F.A.



**DIMANCHE C'EST LA FÊTE
A GENERAL MOTORS**



Les travailleurs(esses) de l'entreprise GM sont en action depuis Lundi le 1er mars. Suite au refus persistant de négocier, ce la part de la direction, les travailleurs(esses) sont en arrêt total depuis Jeudi le 4 mars et ont bloqué le compresseur Lundi le 5 mars (ce qui empêche le fonctionnement de la plupart des machines de production).

NOS REVENDICATIONS

- chevauchement d'un 1/2 heure des 2 équipes
- amélioration des conditions de travail et réduction des cadences
- augmentation de 25% F pour tous.

Cette société est mal venue de refuser les revendications amplement justifiées.

- la cotation en bourac de GM a plus que doublé en 1 an.
- le prix des voitures a augmenté de 32% en 2 ans, mais pas les salaires.

Et rappelons qu'elle a pu s'installer à bon compte aux frais des contribuables.

Ainsi qu'en 1974 ce trust a fait subir aux travailleurs pendant 9 mois des salaires de misère avec 32 heures par semaine.

En 1976 il voudrait continuer à payer des salaires de misère, mais avec 50 heures par semaine.

En effet le salaire d'embauche est de 1600 F par burt mensuel sur une base de 30 heures, ce qui fait que l'on est pratiquement obligé de faire des heures supplémentaires pour survivre, vu la hausse continue des prix.

Mais que deviendra cette survie lorsque l'on n'aura plus besoin de nos heures supplémentaires.

La lutte à engager à la GM risque d'être longue et dure vu que la direction envisage un lock-out.

Il n'y a plus de lutte isolée lorsque les travailleurs se mettent en grève, le résultat de leur lutte se fera sentir chez l'ensemble des travailleurs.

La lutte engagée chez GM est la lutte de TOUS.

Manifestez votre soutien en venant nous voir 61, rue de la Rochelle, en faisant connaître notre lutte.

Vous pouvez aussi verser au fond de solidarité :

Banque populaire BF STRASBOURG Novembre Code de Banque : 17607
Code guichet : 0001 N° de compte : 1819403183

DIMANCHE 14

Le matin, on prépare les brochettes pour l'après-midi. Réunion délégués-direction à 11h : ça ne donne rien. On s'en fout ! Aujourd'hui, on s'amuse.

L'après-midi, c'est la fête. Ambiance bon enfant. Un piquet reste pour occuper la centrale.

Les grévistes ont emmené leur famille. On remarque beaucoup de « militants politiques ». Des petits débats entre groupes, mais l'ambiance était plus au football, aux merguez, à la musique du « Folk des Dentelles » qu'aux polémiques de chapeaux. Plusieurs centaines de personnes sont ainsi venues manifester leur solidarité. La fête continuera tard dans la nuit pour l'équipe d'occupation. Ambiance chaude, moral au beau fixe.

Siffer et les Schelligemer viennent nous rendre visite. Une bonne trentaine de personnes étaient là. Allez hoplà, on s'amuse ! On se quitte vers minuit, une heure.



Pendant ce temps, une équipe était au cinéma où il passait un film sur la condition des femmes (Festival des Droits de l'Homme). Un gréviste fait le récit de la grève. La collecte est bien accueillie.

MARDI 16

La grève est à son rythme de croisière. La participation aux A.G. est régulière, on discute. Un groupe est invité à se rendre à l'I.U.T., et l'après-midi, à l'U.L.P. qui était en grève.

Les collectes se poursuivent. La nuit, on fait la fête.

LETRE ADRESSEE A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL METALLURIE
GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A. 76 DP 225 MD/01
Le 16 mars 1976

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous aurions espéré pouvoir vous annoncer aujourd'hui des nouvelles réconfortantes. Malheureusement, la volonté d'ouverture et les propositions concrètes faites par la Direction n'ont pas permis de faire aboutir aujourd'hui la réunion avec les délégués syndicaux, qui revient sur leur position.

D'autre part, les grévistes ayant à nouveau introduit des personnes étrangères dans l'entreprise, en bousculant le service de gardiennage, il est difficile pour la Direction d'aborder des négociations dans des conditions normales.

Suite à ces incidents et à l'occupation continue de la Centrale Thermique, la Direction a décidé de demander l'assistance de la Préfecture.

Dependant, et toujours dans le but d'essayer de régler ce conflit, il a été demandé à la Direction départementale de la Main d'Oeuvre d'apporter son concours.

Etant donné le déroulement très lent de la situation, nous regrettons de ne pas pouvoir envisager dans l'immédiat une reprise du travail dans des conditions normales.

LA DIRECTION DU PERSONNEL



Invité surprise, Vange s'enfuit lorsque nous venons lui souhaiter la bienvenue, fonçant froidement sur les grévistes.

LUNDI 15

On est encore assez nombreux à l'A.G. du matin : le week-end s'est donc bien passé. Réunion à 11h : rien de neuf. Dans la journée, on fait des collectes. Le soir,

gérer toute la grève et que les gars n'étaient pas assez occupés. Le permanent accuse alors ses camarades de vouloir imposer leur point de vue dur, d'être des dictateurs. Ce point de vue sera repris par les délégués C.G.T. qui accusent un petit groupe d'être des extrémistes, alors que la direction tient les mêmes propos.

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.
Département du Personnel

76 DP 230
MD/01
Le 17 mars 1976

NOTE D'INFORMATION AU PERSONNEL

SITUATION A G.M.S.

MERCREDI 17 MARS 1976

Différentes réunions ont eu lieu au cours de la journée.

M. DALBOURG a annoncé les deux faits suivants :

1. Expédition d'une lettre-sondage à l'ensemble du personnel mensualisé libellée de la manière suivante : "Sachant que la Direction de G.M.S. s'est engagée à faire une proposition concrète, reprendriez-vous le travail si l'usine pouvait être réouverte prochainement : OUI - NON".
2. La possibilité de travailler a été offerte à 40 personnes qui seront occupées principalement à des opérations de dérouillage de pièces (restées sur le convoyeur).

Ensuite, la proposition suivante a été faite :

Pour prouver leur bonne foi, la Direction demande aux grévistes de quitter l'usine. Le lendemain, des négociations seraient entamées à l'extérieur de l'usine. La présence en tant qu'observateurs de l'Inspecteur du Travail et des Secrétaires généraux de la C.F.D.T. et de la C.G.T. pour la métallurgie serait admise.

Dix observateurs grévistes resteraient dans l'usine afin d'assurer la liaison entre les grévistes et les délégués syndicaux.

La situation ne pourra se dénouer que si la majorité des grévistes parvient à convaincre certains éléments que les négociations ne peuvent avoir lieu que lorsque les conditions seront redevenues normales.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

On pourrait noter ici que ceux qui avaient des positions extrémistes au début de la grève (séquestrer Vange) étaient maintenant pour les négociations, prétendant même que nous avons refusé les négociations.

Les délégués font voter, suite à cela, une proposition d'évacuation sous conditions, de la centrale pendant les négociations, les grévistes restant dans l'enceinte de l'usine. Mais ils devaient jurer que c'était la dernière reculade. La direction rejette ces propositions.

Fait nouveau : plusieurs machines de la fonderie marchent à nouveau, grâce à des compresseurs de secours, fabriquant ainsi des pièces urgentes pour Bochum.



Seul contre tous, je craque!

MERCREDI 17

Le matin, entrevue délégués-inspecteur du travail.

Pendant l'A.G., engueulade entre le permanent C.F.D.T. et des syndiqués. Deux points de vue s'opposent. Celui du permanent : la lutte est minoritaire, il faut reculer (effectivement, seule la moitié des grévistes assistait aux A.G.); et l'autre : il faut développer la lutte, chaque concession en appelle une autre, et si nous ne sommes pas plus nombreux, c'est parce que la direction syndicale a, du fait, entretenu l'illusion qu'elle pouvait à elle seule

LETRE ADRESSEE A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL METALLURIE
GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A. Strasbourg, le 17 mars 1976
76 DP 229 MD/01

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Différentes réunions ont lieu ce jour. Bien que les Délégués Syndicaux ne soient toujours pas d'accord avec les propositions de la Direction, c'est-à-dire accord pour le vote et libre accès à la Centrale Thermique, un effort tendant à la solution du conflit a pu être constaté.

Sous réserve de la cessation de l'occupation de l'usine par les grévistes, la Direction s'engage à ne pas remettre le compresseur en route, sans en avertir les délégués syndicaux 74 heures à l'avance. Au cas où les délégués syndicaux accepteraient cette proposition, la Direction promet d'entamer des négociations dès le lendemain, à l'extérieur de l'usine.

Au cours d'une réunion ultérieure, et après avoir consulté les grévistes, les délégués syndicaux ont donné leur position quant aux propositions faites par la Direction. Ces dernières discussions ont alors été étudiées par la Direction et par les Syndicats.

Au cours de la réunion de 14 heures, la position s'est à nouveau durcie. En effet, certains grévistes semblent peu soucieux des intérêts du personnel et de l'usine et refusent toute concession.

Environ 40 personnes sont contactées ce jour et pourront retravailler dès demain si elles le désirent (elles seront occupées principalement à des travaux de dérouillage de pièces).

La situation ne pourra évoluer de manière constructive que si la majorité des grévistes parvient à convaincre certains éléments que les négociations ne peuvent commencer que lorsque la situation est à peu près redevenue normale.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

JEUDI 18

On est 150 à l'A.G. On décide de faire un tour dans les bureaux. On passe par la fonderie, pour faire arrêter ceux qui bossent. Quelques heurts (une gréviste arache un type de sa machine).

On continue dans les bureaux et on coince Vange dans son bureau en rentrant de force. Il essaie de filer. On le suit, et on l'encercle devant le parking. On entame une danse de scalp sous les yeux des employés de bureau. C'est la première fois qu'on voit le « patron », lui par contre, ne semble pas ravi de nous voir. Il nous fait expliquer par son traducteur qu'il ne discute pas dans ces conditions. Finalement on se lasse, et on le laisse repartir. Devant notre manque de « compréhension », il s'était d'ailleurs mis à boudier.



Nouvelle entrevue délégués-inspecteur du travail. Le principe de quitter la centrale pendant les négociations, en y laissant un certain nombre d'entre nous, et qu'elles se déroulent hors de l'entreprise, en terrain « neutre », est adopté. Certains gars sont écorchés. Ce n'est finalement pas accepté par la direction, car nous refusons toujours le vote sur l'ensemble du personnel.

Dans la nuit, plusieurs compresseurs sont débranchés.

VENDREDI 19

Nouvelles propositions de la direction:

LETRE ADRESSEE A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL MENSUALISE

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.

76 DP 238 MD/cl
Le 19 mars 1976

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

La Direction a de nouveau été obligée de déplorer des dégradations de matériel qui ont été faites au cours de la nuit précédente.

En effet, des compresseurs provisoires, qui avaient été installés pour permettre la réalisation de certaines opérations d'urgence dans le but de pouvoir satisfaire les exigences minimales mais impératives de certains de nos clients, ont été endommagés.

Les différentes discussions de ce jour ont à nouveau eu pour objet l'acceptation d'un protocole d'accord. Les Délégués Syndicaux et la Direction se sont rejoins sur les points suivants:

1. Evacuation totale de l'usine.
2. Négociations dans l'enceinte de l'usine avec la présence éventuelle de l'inspecteur du Travail et des Secrétaires généraux des Syndicats C.G.T. et C.F.D.T.
3. Présence de 10 observateurs dans le local syndical.
4. Possibilité pour les autres grévistes de se retirer dans le garage à vélos.
5. Les Syndicats n'ont cependant pas accepté l'organisation et le respect d'un vote organisé après les négociations sur la question suivante: "Connaissez les résultats des négociations, voulez-vous reprendre le travail?"

Les Syndicats ont informé la Direction qu'ils feraient appel à une Commission de conciliation.

Cette procédure, malheureusement, risque d'être assez longue. En conséquence, nous sommes au regret de ne pouvoir encore vous informer de la date de réouverture de l'usine.

L'A.G. accepte d'évacuer l'usine, mais en y gardant 30 observateurs. Vives discussions. Ça barde. D'un côté, ceux qui veulent négocier à tout prix, et de l'autre, ceux qui ne veulent pas quitter la centrale. On s'engueule.

La direction est prête à négocier à l'intérieur de l'usine, mais elle nous demande d'accepter un vote avec les non-grévistes, sur le résultat des négociations. Il est évident que nous refusons.

Après l'entrevue de 11 h, les délégués nous font savoir qu'ils vont faire appel à la commission de conciliation.

Le soir, un groupe se rend à une soirée sur le Larzac et au concert de Moustaki (où nous ramassons 50 F!). En rentrant, on fait une partie de cache-cache dans les ateliers avec les gardiens, et quelques compresseurs sont mis hors service.

SAMEDI 20

Le matin, on s'engueule encore, car, de 30 on est passé à 10 « observateurs », alors que les délégués avaient juré leurs grands dieux qu'ils ne reculeraient jamais en-dessous de 30.

La direction renonce au préalable du vote. Elle porte les négociations le lendemain à 10 h. Nous nous retirerons deux heures plus tôt.

Le soir, on se fait de la cuisine chaude.

DIMANCHE 21

A 8 h, nous évacuons la centrale en emportant le matériel de cuisine. On s'installe sous le parc à vélos. Il fait assez frisquet. De longues négociations, pour obtenir quelques miettes.

Pendant ce temps, on s'est fait à bouffer, on s'est pris un apéro, ou bien on se gelait les miches à ne rien faire. Compréhensible, vu que nous n'étions qu'une dizaine ce jour-là. Deux grévistes étaient en famille. Les gars passent de temps en temps aux nouvelles (cat aujourd'hui on « négociait » et « pour de bon »!) mais ne restaient pas longtemps.

Les délégués reviennent vers les 18 h. On est 15-20. Ils demandent aux grévistes de ne pas occuper la centrale. Guntz, permanent syndical C.F.D.T., propose un vote démocratique. Nous, on rigole et on rentre se coucher. Première nuit sans occupation. Sauf un délégué syndical C.F.D.T. qui passa la nuit au local syndical.

LUNDI 22

Les négociations prennent du temps: de 10 h à midi, 15 h au soir. Dehors, il pleut, on continue d'entretenir un feu.

Pendant les négociations de l'après-midi, vers 15 h, les délégués descendent pendant une heure. Gros débat sous le hangar à vélos. Les délégués, mais surtout Bauer, proposent de baisser les 250 F à 200 F, étant donné que l'augmentation générale (3,5%) y est comprise, et que 200 F, c'est déjà pas mal. Pas mal de gars disent qu'on n'obtiendra rien, que 200 F, ce n'est pas raisonnable. Bref, on aurait au moins dû demander 400 F pour obtenir quelque chose. Bauer fait son cirque.



Lors des négociations, on s'impatiente. Défilé de voitures et klaxon.

Il propose un vote. Le vote est favorable. Évidemment: « Jamais on ne descendra sous les 200 F!!! » C'est du moins ce que ne cesse de jurer Bauer.

Les délégués remontent: s'il n'y a rien de concret, on réoccupe le soir. Les négociations ne donnent rien. Ras-le-bol. On réoccupe la centrale et on coupe le chauffage. La nuit, plusieurs serrures dans les ateliers sont bloquées au synthofer.

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A. Le 22 mars 1976
76 DP 240 MD/cl

LETRE ADRESSEE A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL MENSUALISE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Comme vous avez pu l'apprendre dans la presse, les négociations entre les organisations syndicales et la Direction se sont ouvertes hier dimanche, à 10 heures. MM. l'inspecteur du Travail et les Délégués permanents C.G.T. et C.F.D.T. participent à ces négociations.

Un protocole d'accord a été conclu samedi 20 mars entre les organisations syndicales et la Direction L'usine, y compris la Centrale Thermique ont été évacuées, sauf pour 10 observateurs, dimanche matin à 8 heures, ce qui a permis le début des négociations.

Différentes revendications ont été discutées et analysées, et, en fin de journée, la situation était à peu près la suivante:

1. Paiement des heures perdues pour fait de grève:
Bien que la grève soit un droit constitutionnellement reconnu, la Direction n'a pas à payer des heures non-travaillées.
En ce qui concerne les non-grévistes, la Direction n'envisage pas de compensation.
2. Organisation des équipes:
Les discussions ont permis de mettre en évidence le vrai problème: le personnel ne souhaite pas commencer le travail avant 6 heures le matin et le terminer après 23 heures le soir.
Plusieurs possibilités sont envisagées telles que:
- Embauches en nombre suffisant de façon à éliminer toute heure supplémentaire; ceci est la recommandation officielle des organisations syndicales. La Direction a tenu à les informer que si une telle recommandation était suivie, elle risquerait de mettre en danger le maintien des 40 heures ultérieurement.
- Embauches de personnel temporaire.
- Embauches permanentes partielles qui permettent de limiter la durée des heures supplémentaires.
- Appliquer l'horaire de 5 h 30 à 14 h 30 en 1ère équipe que lorsque des heures supplémentaires sont nécessaires.
3. Cadences:
Après plusieurs heures de discussion, 3 revendications concrètes se sont dégagées:
- Augmentation du personnel de remplacement;
- 10 minutes de pause toutes les 2 heures;
- pas de rattrapage des retards;
- affichage des programmes de production;
- formation plus intense des nouveaux embauchés.
4. Revendications salariales:
La Direction propose d'une part une "opération bas salaires" qui consisterait à augmenter le personnel mensualisé situé à l'échelon 1 de 4 I au 1er avril, soit:
 $3,5 I$ (au 1er mars 76) + $4 I$ (au 1er avril 76) = $7,5 I$
.....
Le 22 mars 1976
- 2 -
76 DP 240 MD/cl-

Les organisations syndicales reconnaissent que les $3,5 I$ d'augmentation au 1er mars sont à inclure dans les négociations.

L'augmentation générale de l'ensemble du personnel mensualisé des échelons 2, 3, 4, et autres catégories serait de 2 I des salaires réels avec prise d'effet au 1er mai 1976, soit:
 $3,5 I$ (au 1er mars 76) + $2 I$ (au 1er mai 76) = $5,5 I$

Les organisations syndicales n'ont pas jugé cette offre suffisante d'une part, et insistent, d'autre part, pour que la Direction retienne l'idée d'une augmentation uniforme pour l'ensemble du personnel mensualisé.

5. Demandes de la Direction:
La Direction demande aux organisations syndicales de s'engager à ne plus recourir ni cautionner les "moyens amoraux" utilisés dans ce conflit.
Les organisations syndicales refusent pour l'instant de prendre cet engagement, considérant ces moyens comme des "moyens légitimes" pour faire aboutir leurs revendications.

Les négociations se poursuivent aujourd'hui, toute la journée, dans le respect du protocole.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés en espérant qu'elles aboutissent rapidement.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

MARDI 23

Le matin, un gréviste dessine l'affiche. Problème pour la signature. Les travailleurs qui étaient à l'origine de l'affiche voulaient la signer C.G.T.-C.F.D.T. Les grévistes ou bien l'A.G. des grévistes, vu que c'était l'argent des collectes qui finançait le tout, se prononce pour que les non-syndiqués y figurent. La C.F.D.T. était d'accord, ainsi que certains de la C.G.T., et les grévistes présents à la centrale. Mais la direction C.G.T.-P.C. refuse. Engueulade du genre: « Les non-syndiqués n'ont qu'à se syndiquer », « seules les organisations syndicales sont responsables ».

CFDT GALA CGT

de solidarité POUR LES TRAVAILLEURS DE G.M.

GENERAL MOTORS Strasbourg : 3^e semaine de grève et ce n'est pas fini. Nos revendications sont toujours les mêmes :
- Chevauchement des équipes (ce qui permet à l'équipe d'après-midi de rentrer plus tôt)
- 250 Frs pour tous
- amélioration des conditions de travail, réduction des cadences.

A cela nous avons évidemment ajouté le paiement des heures de grève.

Au bout de 3 semaines de grève, la direction a du négocier, après que nous ayons libéré la centrale thermique.

Résultat de deux jours de négociations : 45 F et une étude sur les cadences ! L'attitude de la direction est toujours la même, avant et pendant les négociations, elle essaie de leurrer les travailleurs. Aussi elle nous force à récupérer la centrale thermique ; ceci étant un de nos moyens de faire prendre en considération nos revendications.

Aujourd'hui pour gagner une lutte, il faut la populariser le plus possible.

C'est pourquoi, dès les premiers jours de grève nous avons pris contact avec d'autres usines, organisé des diffusions de tracts et des collectes, et déjà une fête de solidarité.

Cette fois-ci nous vous invitons à un :

GALA de Solidarité pour les travailleurs de G.M. en lutte
Salle de la Bourge
JEUDI, 23 mars à 20 heures

avec chanteurs, musiciens et prise de parole des travailleurs en lutte de la Général Motors et de délégations d'autres usines ayant connu les mêmes problèmes.

NOUS APPORTER

VOTRE SOUTIEN

VENEZ NOMBREUX

L'après-midi, l'affiche est tirée. Les délégués syndicaux essayent de contacter M. Stoleru mais ne sont reçus que par un sous-fifre qui reconnaît l'« impuissance de l'Etat devant une multinationale ».

Le soir, on colle les affiches et on occupe la centrale.

CGT

CFDT

GENERAL MOTORS

Ouvriers - employés - techniciens - agents de maîtrise - cadres.

Depuis le 1^{er} Mars, un conflit est ouvert à la G.M. et le 4 mars une majorité d'ouvriers s'est mis en grève pour :

- Chevauchement des équipes pour pouvoir quitter à 23 Heures.
- 250. - Frs d'augmentation pour tous.
- Amélioration des conditions de travail (voir diminution des cadences).

Si deux de ces revendications sont propres à une certaine catégorie de travailleurs, celle de 250. - Frs d'augmentation concerne tout le monde.

En discutant avec la maîtrise et les employés, ainsi qu'avec d'autres non-grévistes, on s'est aperçu que tous sont d'accord avec les revendications et l'action engagée, mais que certains croient encore à une solution individuelle.

Mais une telle solution n'existe pas. Si la direction entretient cette illusion, c'est pour en tirer avantage par la division, c'est sur cela qu'elle spéculait.

C'est pourquoi il a fallu plus de 2 semaines de grève avec occupation de la centrale, pour l'amener à la table de négociation, c'est pour cela aussi qu'elle ait des propositions dérisoires, qui empêchent les négociations d'aboutir.

Après deux jours de négociations, le dimanche 21 et lundi 22 mars la situation est la suivante :

a) Chevauchement des équipes pour terminer à 23 Heures. La direction refuse le chevauchement, mais propose l'embauche permanente partielle, qui permettra de limiter la durée des heures supplémentaires, ce qui permettrait d'appliquer l'horloge suivant :
8H30 - 17H15 pour l'équipe du matin.
14H30 - 23H15 pour l'équipe du soir.

b) Cadences

Les organisations ont eu des propositions :

- Augmentation du salaire net de remplacement.
- 10 minutes de pause restreinte les deux heures.
- Pas de interruption des rotations (manque de pièces, etc.).
- A l'usage, des procédures de production.
- Temps d'attente plus long pour les nouveaux embauchés.

Sur ces propositions, la Direction a répondu à titre de "claud" :

c) Salaires

Dimanche 21, la direction a proposé à partir du 1^{er} Avril par le personnel embauché une augmentation de 3,5% par rapport au 1^{er} Mai pour le reste du personnel ouvrier, en plus des 3,5% acquis au 1^{er} Mars.

sonnel ouvrier, en plus des 3,5% acquis au 1^{er} Mars.

Les organisations syndicales demandent 250. - Frs en plus des 3,5%. Dans un deuxième temps, et dans le souci d'arriver rapidement à un accord, elles sont d'accord pour considérer ces 3,5% comme une avance sur les 250. - Frs de différence, soit 180Frs au salaire moyen de G.M. qui est de 2.000. - Frs, devant être un terme pour tous.

Lundi 22 : La Direction a une contre-proposition : 115 Frs pour tout le monde, dont 70Frs au titre des 3,5% du 1^{er} Mars appliqués au salaire moyen, ce qui correspond à 45 Frs, alors que 180 Frs sont demandés en plus des 3,5%.

La Direction refusant ces propositions, une contre-proposition est faite après consultation des grévistes, soit 220 Frs, y compris l'avance des 3,5%. La Direction trouve le recul insuffisant, et demande une nouvelle concession.

d) Paiement des heures de grève

Considérant que la Direction porte l'entière responsabilité de ce conflit et de sa durée, les organisations syndicales demandent le paiement des heures perdues par fait de grève.

La Direction oppose un refus de principe, et fait trainer délibérément les négociations sur tous les points. Or, dans un protocole d'accord préalable à ces négociations, il avait été prévu que la centrale soit libérée, pendant la durée des négociations, mais que cet engagement des organisations syndicales serait mal et non tenu au cas où la Direction ferait trainer délibérément les négociations.

Dans ces conditions, seule la plus large participation de tous les travailleurs de la G.M. à l'action fera céder la Direction.

En conséquence, nous appelons tous les non grévistes à rallier leurs camarades en lutte comme nous appelons les grévistes à être présent sur place, car la lutte se mène à l'entreprise.

Vote bidon de la direction.
Qui peut croire que
484 ouvriers ont, en
envoyant leur bulletin de
vote, gâché le timbre que la
direction nous avait si
généreusement offert.



LETTRE ADRESSEE A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL MENSUALISE

GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A. Strasbourg, le 23.3.1976
76 DP 244/MD/ch

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les négociations commencées dimanche ont été rompues lundi soir. Les délégués syndicaux ayant jugé inacceptables les plus récentes propositions faites par la Direction, à savoir : 115 francs d'augmentation moyenne pour tout le personnel mensualisé, y compris l'augmentation de 3,5% accordée au 1^{er} Mars 1976. Rompant le Protocole d'Accord, les grévistes ont récupéré la Centrale Thermique lundi soir, vers 20 heures. Des actes déraisonnables ont de nouveau été commis.

La Direction se voit dans l'obligation d'adopter une attitude très ferme et ne pourra faire d'autres propositions avant que l'usine ne soit totalement évacuée par les grévistes. Cette position a été portée à la connaissance des délégués syndicaux lors de la réunion qu'ils avaient sollicitée ce matin.

Le sondage d'opinion, auquel vous avez bien voulu participer, a donné le résultat suivant à ce jour :

416	OUI
37	NON
11	SVL

Nous remercions qu'une majorité d'entre vous souhaite reprendre le travail et ne pouvons que regretter que cela ne soit pas encore possible.

LA DIRECTION DU PERSONNEL

GENERAL MOTORS UNE USINE
ACCUEILLANTE : OU L'HOSPITALITE
A LA SAUCE PATRONALE.

MERCREDI 24

La direction veut de nouveau négocier, mais elle pose toujours des préalables : évacuation de l'usine pour 36 h, sauf 10 observateurs. Après rapide discussion, on tombe d'accord pour une nouvelle durée d'évacuation de 24 h.

L'après-midi, tournée dans les boîtes pour contacter les sections syndicales en vue du gala : Clark, Spiertz, Baco, Alcatel, Holweg, Hôpital Civil ; on téléphone à Siemens, Rhénalu, Usicom.

Une délégation se rend chez B.M.W. (à côté) pour y soutenir les travailleurs qui s'étaient mis en grève d'avertissement de une heure pour une augmentation uniforme des salaires de 150 F.

Le soir, on continue de coller, on n'occupe pas.

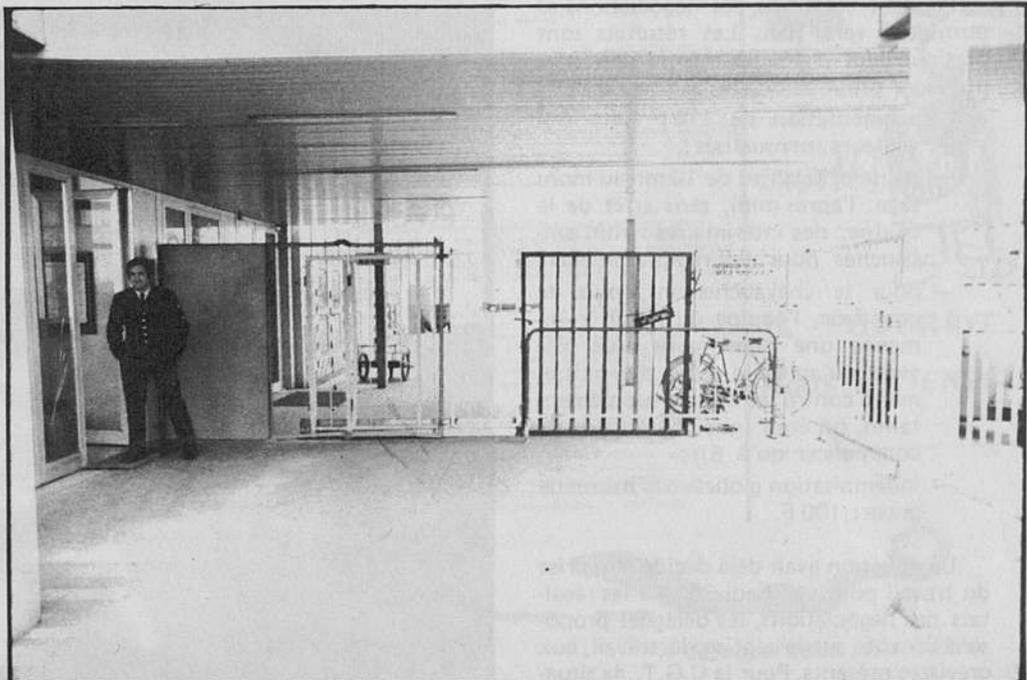
JEUDI 25

Le matin, réunion à l'U.D.-C.F.D.T. à 8 h entre le syndicat de la métallurgie du Bas-Rhin et l'I.G.-Metall (syndicat allemand) et des délégations de l'Opel-Rüsselsheim et C.F.D.T.-G.M. Strasbourg. L'I.G.-Metall refusait une rencontre avec la C.G.T. « communiste ». Les syndicats allemands nous annoncent deux faits :

- la grève de G.M. Strasbourg va coincer Opel à Bochum et Rüsselsheim ;
- eux-mêmes refusent, par solidarité avec les travailleurs de G.M. Strasbourg, de faire des heures supplémentaires pour ne pas briser notre grève.

Il est cependant à noter que la plupart des ouvriers de G.M. Strasbourg n'a pas été mis aussitôt au courant des résultats de cette réunion.

La négociation à l'usine devait de nouveau démarrer à 11 h, mais vu l'absence du permanent syndical C.F.D.T., la direction refuse de commencer la négociation. La C.G.T., dépitée de « n'avoir pas été invitée à la réunion avec le syndicat allemand », essaie de faire porter le chapeau à la C.F.D.T.

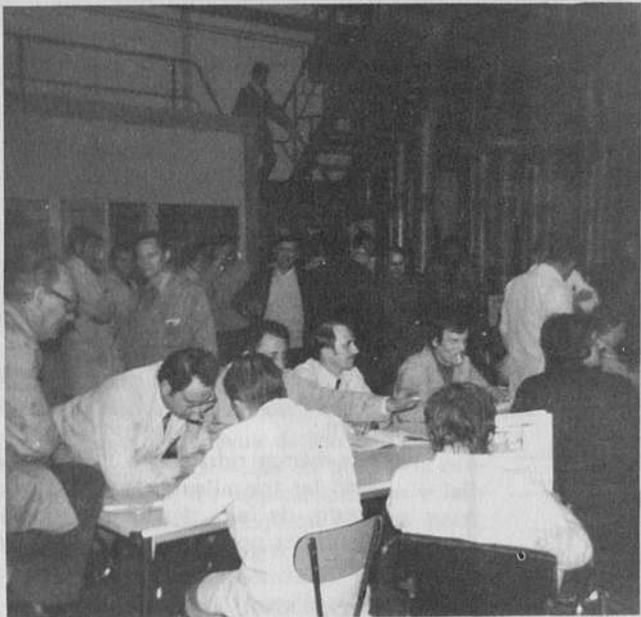


L'après-midi, les délégués retournent négocier pour le paiement des heures de grève et pour la garantie qu'il n'y aura aucune sanction pour faits de grève. De toutes façons, le permanent C.G.T. n'avait plus envie de se battre sur le point du paiement des heures de grève ; son argument : « On ne va pas continuer à faire la grève pour que les heures de grève soient payées ». Mais vu la pression des travailleurs, ils repartent négocier ce point et la direction lâche la somme ridicule de 100 F pour les heures de grève.

Pendant que les délégués négociaient, la direction envoie les contremaîtres occuper la centrale thermique et remettre le chauffage en route. L'accord préalable aux négociations est donc rompu et les travailleurs qui attendaient sur le parking l'issue des négociations, reprennent la centrale thermique en rentrant par les fenêtres, les portes ayant été fermées.



On reprend la centrale.



L'autre façon d'être un contremaître.

On surprend les contremaîtres jouant avec nos cartes et nos jeux d'échecs!!! Les deux groupes occupent maintenant la centrale. Mais les contremaîtres se demandent ce qu'ils foutent là-dedans et lèvent le camp à partir de 15h.

Dans l'après-midi, des gars préparent le meeting. On cherche la sono et de quoi faire des sandwiches.

Pendant ce temps, les négociations se terminent vers 19h. Les résultats sont pratiquement restés les mêmes depuis la première proposition de la direction :

- augmentation de 110 F pour travailleurs mensualisés ;
- pause officialisée de 10 mn au montage, l'après-midi, sans arrêt de la chaîne ; des intérimaires seront embauchés pour les remplacements ;
- pour le chevauchement, plus de problème, l'équipe du matin commence une demi-heure plus tôt, alors qu'après la grève d'avertissement contre les heures supplémentaires, on était tous contents de ne commencer qu'à 6h ;
- indemnisation globale des heures de grève : 100 F.

La direction avait déjà décidé la reprise du travail pour vendredi 26. Vu les résultats des négociations, les délégués proposent un vote sur la reprise du travail, aux grévistes présents. Pour la C.G.T., la situa-

tion est claire : « Vous êtes au bout du rouleau », dit le permanent syndical, « mais vous pouvez rentrer la tête haute, car c'est la première fois que vous avez fait autant reculer une multi comme la G.M. Vous avez fait le maximum et je ne crois pas que vous en tirerez plus ! Si on remet en question les 110 F d'augmentation de la direction, celle-ci risque de revenir sur sa proposition ». La C.G.T. propose donc de signer l'accord ! Le permanent C.F.D.T. partage les mêmes opinions mais pense que ce n'est pas à lui d'influencer la décision des travailleurs (surtout que la majorité de la section syndicale était contre la reprise du travail). Rappelons que la plupart des travailleurs ne sont pas au courant des résultats de la rencontre des syndicats français-allemands du matin. Finalement, une majorité de grévistes présents décide de signer l'accord (28 contre 15) alors que ça concerne 300 grévistes et que les usines Opel d'Allemagne commençaient à avoir des difficultés suite à la grève de G.M. Strasbourg.

L'accord est signé et les délégués demandent encore qu'il n'y ait pas de sanction pour ceux qui ne viendront pas travailler le lendemain vendredi 26.

Le meeting de solidarité avait commencé pendant que les délégués gliaient les derniers détails de l'accord. Au début, musique et prise de parole de légations de Rhénalu et Clark, ensuite rapide exposé sur le déroulement de la grève, puis prise de parole du délégué syndical C.G.T. Il défend les propositions de la C.G.T. pendant la grève. Ensuite, d'autres points sifflés par les travailleurs de G.M. : « Nous faisons passer la démocratie syndicale avant la démocratie ouvrière ». « L'A.G. prend les décisions mais seuls les syndicats sont responsables ». L'intervention du délégué C.F.D.T. insiste sur les points positifs de la grève, en passant les points de désaccord.

L'intervention de certains travailleurs de la G.M. reprend justement les points de désaccord pour provoquer une confrontation qui échauffe la salle un moment. Mais il se faisait tard et le meeting se termine dans la confusion.

La reprise du boulot, prévue pour le lendemain vendredi, s'effectue réellement le lundi 29.



QUELLE EST LA VÉRITÉ DES BOITES QU'IL PRODUIT ? 50.000.

é avait déjà
délégués ré-
l'accord. Au
parole des dé-
k, ensuite un
lement de la
de délégué
propositions
grève. Entre
travailleurs
sser la démo-
mocratie ou-
es décisions,
responsables.»
F.D.T. insiste
grève, en évi-

Accord conclu entre, la CGT et la CFDT représentées respectivement par MM. Bertrand, Fussenier, Klein et MM. Guntz, Benoit, Beldstein et la direction General Motors Strasbourg S.A., représentée par M. Dalbourg.

Article I - Salaires

a. Une augmentation mensuelle uniforme de 110 fra est accordée à l'ensemble du personnel mensualisé avec prise d'effet au 1er Avril 1976 et venant s'ajouter à l'augmentation de 3,5 % accordée au 1er Mars.

b. Tout employé mensualisé faisant partie des effectifs de la société le jour de la signature de cet accord percevra une somme de 100 fra vers la fin du mois de mars.

Article II - Aménagement des horaires

La direction embauchera suffisamment de personnel afin de pouvoir limiter les heures supplémentaires à 2 h 30 par semaine pour la tâche équipe seulement et ceci jusqu'aux vacances au maximum selon les horaires suivants :

5 h 30 - 14 h 30
14 h 30 - 23 h 00

Article III - Amélioration du rythme individuel de travail du personnel du montage

Une pause officielle de durée maximum de 10 mn est attribuée à l'ensemble du personnel du montage après le repas. Cette pause n'entraînera pas l'arrêt des chaînes et sera prise à tour de rôle en accord avec l'encadrement.

La direction procédera à l'embauche nécessaire à l'aménagement de cette pause. Les répercussions des retards seront rattrapées dans des limites raisonnables.

Les programmes prévisionnels de production seront portés à la connaissance du personnel chaque mois. La direction s'engage à poursuivre et à améliorer l'adaptation du personnel nouvellement embauché.

Article IV - Aucune sanction ne sera prise pour action commise au cours de la grève entre le 1er Mars et la date et l'heure de la signature du présent accord.

Article V - Les journées perdues pour fait de grève seront assimilées à du travail effectif pour le calcul de la durée du congé annuel.

Article VI - Le présent accord met fin au conflit entre les parties.

A Strasbourg, le 25 Mars 1976

Pour les organisations syndicales :

CFDT

Pour la Direction

[Signature]

[Signature]

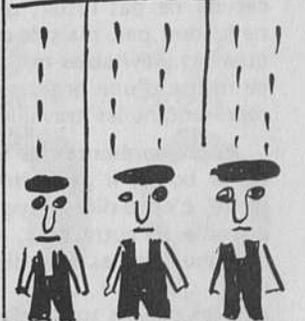
CGT
[Signature]

L'Inspecteur du Travail

SI JE COMPRENDS BIEN, CE N'EST PAS LA GM QUI LE PAYER 1600 - MAIS LUI QUI LA PAYER 48000 - PAS DU TOUT TRAVAILLE SUR LES MACHINES DE LA GM.



MAIS COMMENT A-T-ELLE PAYER CES MACHINES?



MAIS QUI LES A FABRIQUÉES?

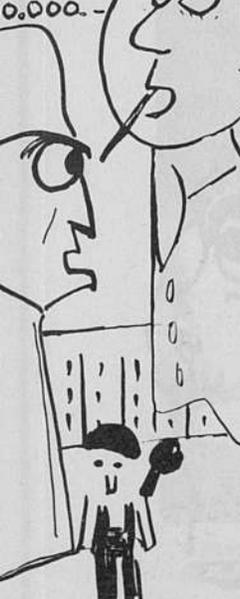


IL POURRAIT NOUS ENTENDRE!

BIEN GAGNE-T-IL R MOIS?



QUELLE EST LA VALEUR DES BOITES, QU'IL PRODUIT?



histoire de tract

Un fait caractéristique des rapports grévistes-syndicat est l'histoire du tract au langage « non ouvrier ». Alors qu'il avait été accepté par la vingtaine de grévistes présents, les délégués C.G.T. sont revenus une fois le tract tiré, en disant que son langage était inacceptable : on y voyait le mot « grosse bouffe » ! Pensez donc ! lorsque nous sommes en grève, cela ne fait pas sérieux. Pourquoi pas une orgie ?

Une grève doit être menée dans le calme et la dignité (voir règlement intérieur de la G.M.). Guntz plus tard sera d'accord, le langage n'est pas « ouvrier ». Eh bien ! oui : ce n'était pas un langage ouvrier comme les patrons les aiment, respectueux de l'ordre et du bon français (laissez-nous rire avec le bon français, quand le bon français n'est plus la langue maternelle de la plupart des ouvriers de G.M.S.). Eh bien ! oui, ce n'était pas le bon français que l'on cause dans les bureaux de la direction, à la chambre des députés ou à la chambre patronale où l'on discute de notre sort, c'était la langue que l'on cause autour des machines, entre nous, ou pendant une grève. Si les directeurs se restaurent, les ouvriers bouffent. Et alors, c'est humiliant ? Nous avons notre manière de vivre, notre manière de parler, différentes de celle de nos exploitateurs.

Et, d'ailleurs, le scandale à propos de ce tract n'a pas éclaté pour cela. Il n'avait choqué personne par son langage. Le problème est que, sur le brouillon du tract, nous avions oublié le traditionnel « C.G.T.-C.F.D.T. », en haut du tract, et signé « les grévistes ». A l'U.D.-C.F.D.T., où il avait été tiré, la secrétaire avait donc mis en bas « imprimé au siège de l'U.D.-C.F.D.T. » comme la loi l'exige, et c'est là qu'est le scandale. Le sigle C.F.D.T. apparaissait mais pas celui de la C.G.T. D'où la farce qui consiste à couper le tract à partir du mot « fête » (soi-disant pour enlever le mot choquant « bouffe ») et à rajouter sur plusieurs milliers de tracts les tampons « C.G.T.-C.F.D.T. ». Notons au passage que, démocratiquement, la C.G.T. avait directement tiré le tract censuré avant d'avoir pris l'avis de l'A.G., et que, à Clark, pendant la grève où participait la C.G.T., la commission qui s'occupait du ravitaillement s'appelait « commission bouffe ».

GENERAL MOTORS EN GREVE DEPUIS LE 4 MARS ET ÇA CONTINUE

Nos revendications sont toujours les mêmes.
- chevauchement des équipes (l'équipe d'après-midi doit commencer plus tôt pour terminer à une heure plus raisonnable que 23 h 30 ou 24 h)
- 250 Fra pour tous (comment peut-on vivre avec 1600 Fra brut par mois, salaire d'embauche sur une base de 40 h. Là n'est pas le problème affirmé DALBOURG le Directeur du personnel ; mais c'est le nôtre !!!)
- amélioration des conditions de travail et principalement réduction des cadences au montage

A cela nous ajoutons maintenant :
- paiement des heures de grève.

La négociation est bloquée. La direction pose comme condition qu'on reprenne le travail ou au moins qu'on arrête l'occupation de la centrale thermique ! C'est-à-dire qu'elle nous demande de venir aux négociations, désarmés comme avant l'occupation. Pour les travailleurs, seule la satisfaction des revendications mettra fin à l'occupation.

La lutte est donc dure et risque d'être longue. Aujourd'hui une lutte ne peut triompher que si elle bénéficie de la solidarité des autres travailleurs qui la reconnaissent comme leur propre lutte. C'est grâce à cette solidarité que les travailleurs de CLARK ont fait reculer leur direction. D'autres exemples le prouvent encore que la solidarité des travailleurs est indispensable.

Pour que cette solidarité se manifeste, nous organisons une collecte samedi après-midi place Kléber et diverses manifestations en ville.

Dimanche à partir de 14 h ce sera la fête de tous les travailleurs à la G.M. Grévistes, familles de grévistes, chômeurs et vous tous qui vous battez contre l'exploitation capitaliste, vous êtes tous invités. Venez en famille, avec vos voisins, vos copains, copines, venez nombreux pour passer cet après-midi avec nous.

La fête sera animée par les groupes les plus swingant de Strasbourg. Amenez aussi vos instruments de musique. Nous ne mourrons pas de faim ni de soif, une grande bouffe est prévue ainsi que le boisson !!!

Quand les travailleurs dansent, les patrons font la queue !
Ce printemps sera le nôtre !

Les grévistes.

Imprimé au siège de l'U.D.-C.F.D.T. 10, rue des Bateliers 67000 STRASBOURG

SYNDICAT DE LA METALLURGIE C.F.D.T. du Bas-Rhin General Motors STRASBOURG
GENERAL MOTORS EN GREVE DEPUIS LE 4 MARS ET ÇA CONTINUE

Nos revendications sont toujours les mêmes.
- chevauchement des équipes (l'équipe d'après-midi doit commencer plus tôt pour terminer à une heure plus raisonnable que 23 h 30 ou 24 h)
- 250 Fra pour tous (comment peut-on vivre avec 1600 Fra brut par mois, salaire d'embauche sur une base de 40 h. Là n'est pas le problème affirmé DALBOURG le Directeur du personnel ; mais c'est le nôtre !!!)
- amélioration des conditions de travail et principalement réduction des cadences au montage

A cela nous ajoutons maintenant :
- paiement des heures de grève.

La négociation est bloquée. La direction pose comme condition qu'on reprenne le travail ou au moins qu'on arrête l'occupation de la centrale thermique ! C'est-à-dire qu'elle nous demande de venir aux négociations, désarmés comme avant l'occupation. Pour les travailleurs, seule la satisfaction des revendications mettra fin à l'occupation.

La lutte est donc dure et risque d'être longue. Aujourd'hui une lutte ne peut triompher que si elle bénéficie de la solidarité des autres travailleurs qui la reconnaissent comme leur propre lutte. C'est grâce à cette solidarité que les travailleurs de CLARK ont fait reculer leur direction. D'autres exemples le prouvent encore que la solidarité des travailleurs est indispensable.

Pour que cette solidarité se manifeste, nous organisons une collecte samedi après-midi place Kléber et diverses manifestations en ville.

Dimanche à partir de 14 h ce sera la fête de tous les travailleurs à la G.M. Grévistes, familles de grévistes, chômeurs et vous tous qui vous battez contre l'exploitation capitaliste, vous êtes tous invités. Venez en famille, avec vos voisins, vos copains, copines, venez nombreux pour passer cet après-midi avec nous.

les syndicats

Pour arriver à bien comprendre le fonctionnement des syndicats, il faut faire une séparation peut-être arbitraire mais indispensable pour l'analyse, entre les syndicats pendant une lutte, et en « période calme ».

En période calme :

Ils sont là pour régler les problèmes quotidiens : conditions de travail, sécurité, cantine, classification, etc., mais leurs pouvoirs s'arrêtent dès qu'on touche au profit de la boîte (revendications qui ne coûtent rien). C'est ce rôle qui les rend précieux, aussi bien pour la direction, que pour les ouvriers, car seuls placés pour rendre compte du mécontentement (une amélioration qui ne coûte rien à la boîte est souvent la bienvenue, il serait stupide de le nier). Mais pour jouer ce rôle, les syndicats doivent, en contrepartie, accepter de jouer le jeu du dialogue. En clair, il s'agit pour eux de ménager la chèvre et le chou : rendre conciliable ce qui ne l'est pas, le profit de la boîte, et l'intérêt des ouvriers.

Le syndicat étant une organisation légale (reconnue par l'État), il se doit de respecter la légalité, qui est la légalité bourgeoise. Ce qui fait que ce qu'ils obtiennent tous les jours, ils l'ont à condition de ne pas revendiquer autre chose que ce qui va dans le sens du bon fonctionnement de la boîte.

Il ne s'agit pas de reprocher au syndicat de ne pas lutter, quand les ouvriers ne luttent pas, mais de montrer les conséquences inévitables qu'implique l'existence même d'une organisation permanente représentant les travailleurs.

Pour représenter les travailleurs auprès de la boîte, il faut être reconnu par la boîte, c'est-à-dire ne pas demander l'impossible. D'autre part, il faut aussi être reconnu par les travailleurs, car sinon il n'est d'aucune utilité (ex. : syndicats-maison qui ne sont que des mercenaires au service de la direction), et il doit aussi représenter les intérêts immédiats des travailleurs pour être reconnu par eux. Enfermés dans les limites que lui impose sa représentativité, et qu'ils se chargent d'ailleurs de bien assumer, les syndicats ne peuvent, en période calme, c'est-à-dire celle de la domination de la boîte, celle où justement le syndicat joue au mieux son rôle, que proposer une exploitation raisonnable. Il joue donc son rôle de régulateur, d'élément-tampon, d'empêcher que l'exploitation ne fasse insupportable et d'autre part canaliser le mécontentement, ce qui d'ailleurs est illusoire, vu que la logique même du capitalisme est le renforcement de l'exploitation et l'augmentation du profit (qui a déjà vu une cadence diminuer ?).

Les délégués sont voués à un rôle de quémendeur vis-à-vis de la direction, les ouvriers s'habituent donc à ce rôle d'intermédiaire qu'ont pour eux les délégués. Dès qu'ils ont un problème, ils vont demander au délégué de le résoudre à leur place. Cette situation d'assisté, si elle est bien commode à ce moment-là, les placent dans une situation de dépendance au syndicat, que celui-ci ne décourage pas bien au contraire.



— *Travaille dur 20 ans, petit gars, et tu en arriveras là où j'en suis ! — Et où en es-tu, papa ?*
— *De ce côté-ci de la machine, fiston !*

Depuis l'enfance, l'ouvrier apprend à être passif, à obéir ou à ne prendre des initiatives que dans la mesure où il exécute ce qui vient d'en haut : père, maître d'école, adjudant, contremaître. Les chefs se succèdent et l'ouvrier est rodé à ce rôle d'exécutant. « Ici, c'est comme à l'armée : bête et discipliné ; il ne faut surtout pas chercher à comprendre », comme l'a si justement dit un contremaître. L'ouvrier prend donc l'habitude d'attendre les ordres ; pas d'ordre et c'est le vide. Ce n'est pas tout à fait vrai, car si tous les ouvriers se cantonnaient aux ordres (la direction appelle ça « grève du zèle »), tout s'arrêterait aussitôt.

Mais que vienne une lutte (grève ou autre), et on veut nous faire croire que c'est la même histoire qui continue, le délégué remplaçant le contremaître. Nous allons voir.

En période de lutte :

Le schéma traditionnel de lutte, tel que le proposaient les organisations syndicales (tel qu'on a pu le voir lors des grèves précédentes à la G.M.) ne pouvait pas être en mesure d'être reconduit.

Ceci est enclenché de fait par la G.M. : face à une multi, il est nécessaire de rompre avec le schéma traditionnel. Seule une grève unissant toutes les volontés où chacun est responsable de tout peut aboutir.

Ceci est une nécessité.

La grève traditionnelle est inopérante : se contenter d'attendre, de se croiser les bras, ou de faire de la participation (comme d'ailleurs nous le demandaient les délégués) ne peut aboutir à rien, sinon à la désorganisation des travailleurs ou au découragement.

Ces nouvelles formes de lutte ont été provoquées par des faits objectifs. Ainsi l'embauche de jeunes sous-qualifiés, qui ne sont pas rompus au schéma syndical, leur volonté de ne pas vouloir se laisser enfermer dans ce rôle, ou plutôt dans cette absence de rôle.

Ainsi, pendant toute la grève, s'affrontera cette idée de développer sans cesse la lutte, d'imaginer toutes sortes d'initiatives, et de l'autre côté, la volonté de tout ramener aux syndicats.

Ainsi, on peut résumer l'attitude de la C.G.T. par la déclaration du délégué lors du meeting à la fin de la grève :

« Nous faisons passer la démocratie syndicale avant la démocratie ouvrière. L'A.G. décide, mais seuls les syndicats sont responsables ».



Plus modéré (ou plus opportuniste), le permanent métallurgie C.F.D.T. se contentera de demander que les ouvriers se syndiquent, plutôt que de reconnaître l'existence des non-syndiqués.

Dans les deux cas, donc, reconnaissance de la primauté syndicale.

La manière dont les ouvriers allaient être appelés à la grève, subitement, un beau matin, alors que la plupart n'étaient même pas au courant, est caractéristique de la manière dont on prend en considération « la base ». Et le fait est que l'A.G., au départ, ne servira qu'à entériner les décisions syndicales. Fait plus grave, délégués et grévistes trouvent cela normal. Les grévistes laissant l'initiative aux délégués ; ils ne se considèrent au départ que comme les exécutants de ce qui vient d'en haut.

Toujours les syndicats sont restés prisonniers de leur rôle représentatif. Nous retenant ou nous calmant, ils jouaient aux flics de service. Leur manière de discuter les faisant apparaître comme 3^e force. Ceci les obligeait à composer avec la base. Jouant le jeu de la « démocratie » tant que cela allait dans le sens où ils le voulaient bien, ils faisaient peser tout leur poids (« on se retire ») quand cela ne leur plaisait plus. C'est donc eux qui ont eu tout le temps de la grève, le monopole (et ont tout fait pour le garder) de la représentation ouvrière.

L'émancipation des prolétaires sera l'œuvre des prolétaires eux-mêmes
GOTT VERDAMM' MI !



C.G.T. et C.F.D.T. :
deux aspects du syndicalisme
à General Motors

La première différence que l'on peut constater est que la C.F.D.T. ne dispose pas d'un appareil comme la C.G.T. Ses structures sont floues, elles permettent de refléter toute opinion. La personnalité de la section dépend donc en partie de celle de chaque délégué ou de ses militants. Et, de ce fait, elle s'est trouvée indépendante par rapport à l'U.D. Au contraire, la C.G.T. est structurée d'une manière très hiérarchisée: les décisions sont prises par les délégués, mais ceux-ci doivent en référer au permanent qui décide de tout, en fin de compte.

S'il y eut des conflits entre la section C.F.D.T. et le permanent (celui-ci ne pouvant imposer son avis grâce à sa position), il n'y en eut point à la C.G.T. où les délégués consultaient le permanent avant de prendre les décisions importantes. De la même façon, si ce ne sont point les délégués C.F.D.T. qui ont fait toutes les propositions d'action, ils ne s'y sont point opposés et les ont le plus souvent soutenues, ce qui fut loin d'être le cas de la C.G.T. A l'intérieur de la C.F.D.T., il n'y avait pas de parti ou de groupe politique qui pouvait imposer une direction. A la fin du conflit, la plupart des militants de la C.F.D.T. étaient contre la reprise.

LA SYNDICALISATION

Discussion entre un permanent C.F.D.T. et des ouvriers avant le collage des affiches du gala:

- Mais enfin, pourquoi êtes-vous à la C.F.D.T. ?
- C'est moins cher que la C.G.T.
- Il y a une indemnité de grève
- Le premier délégué que j'ai vu était C.F.D.T.
- Moi, je ne suis pas syndiqué.
- On peut tirer des tracts.

**Point de vue
des boulots pratiques**

● **Liaisons inter-boîtes:** Elles ont été réalisées par connaissances personnelles (comme à Clark où les contacts avaient été liés lors d'une grève précédente et où des gars de la G.M. avaient déjà travaillé) ou bien parce qu'on se déplaçait nous-mêmes: les circulaires C.G.T.-C.F.D.T. n'ayant dans ces cas qu'une portée limitée. Notons quand même que ces organisations nous ont fournis quelques adresses.

● **Collectes:** On essayait de contacter les sections syndicales avant de procéder aux collectes. Ceci se passait généralement bien, comme à la Coop, bien que parfois cela foirait, comme à Télé.

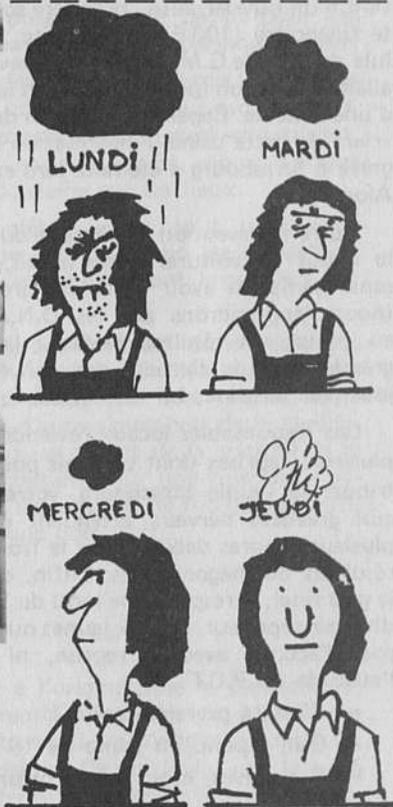
● **Organisation de la fête et du gala:** Bien que le permanent C.F.D.T. ait proposé un méchoui deux jours avant que nous l'ayons repoussé (c'était l'époque où les brebis vèlent), nous avons tout organisé nous-mêmes (bouffe, chanteurs...).



LA COMMISSION BOUFFE A L'ŒUVRE.



● **Tracts, information:** Nous avons dû nous débrouiller pour tirer le tract d'appel à la grève, vu qu'il était trop tard pour les faire tirer aux U.D. Les tracts qui suivirent furent tapés et tirés aux U.D. (surtout à la C.F.D.T.). Comme pour les collectes, les distributions se firent sans problème par un nombre important de grévistes; quant à l'information par les journaux, radio ou T.V., elle est toujours restée monopole syndical.



L'huissier envoyé par la direction constate: les ouvriers ne sont toujours pas raisonnables.

Situation identique pour la gala, où, malgré la signature C.F.D.T.-C.G.T., nous avons fait la maquette de l'affiche, trouvé l'imprimeur, les avons collées avec l'aide de copains extérieurs travaillant dans d'autres boîtes (avec les seaux prêtés par la C.F.D.T., il est vrai). Nous avons pris nous-mêmes contact avec les sections syndicales directement ou par téléphone. Pareillement pour le mégaphone, nous avons dû le demander à une organisation politique, ceux des deux U.D. étant hors de combat.

● **Bouffe:** Le problème ne se posant pas au départ, vu qu'on continuait à aller à la cantine. Quand elle fut supprimée, le soir et pour le week-end, on a dû s'organiser en conséquence: assez mal au début (sandwichs et autres), mieux à la fin où on se prépara des repas chauds. Il faut dire que, même si nous avions l'occasion de manger à la cantine, on préférait bouffer entre nous à la centrale.



les partis politiques

Peu représentés dans la boîte (les militants P.C. et P.S. allaient intervenir plutôt en tant que responsables syndicaux), les partis politiques n'ont joué, en tant que tels, qu'un rôle marginal dans la conduite de la grève.

Le Parti Communiste

Fort, d'après lui, d'une cellule d'une quinzaine de membres, il ne compte que 4 ou 5 militants. Son activité visible est habituellement réduite à la diffusion tous les deux ou trois mois d'une feuille de boîte, *La Gazette Rhénane*, et, de loin en loin, de *l'Humanité-Dimanche*.

Il sera le premier parti sur les lieux à intervenir (3^e jour) par la distribution d'un tract et l'intervention du secrétaire de cellule (délégué syndical C.G.T.) et de deux responsables locaux. Sur proposition d'un ouvrier aussi : première solidarité financière (100 F). Par la suite, la cellule du P.C. de G.M.-France à Genevilliers allait envoyer un mot de soutien et le fruit d'une collecte. Cependant, d'après des ouvriers de cette usine, l'information sur la grève à Strasbourg a été faite tard et mal. Alors ?

Autre intervention exemplaire du P.C. : la manif en voiture. Cette manif, faite sans même en avoir averti les grévistes (nous l'apprenons par les D.N.A.), a au moins un résultat évident : la plus grande part de l'article des D.N.A. du jour, sur la grève, lui est consacré.

Ces responsables locaux reviendront à plusieurs reprises dont une fois pour distribuer la feuille *Strasbourg, votre ville*, aux grévistes nerveux attendant depuis plusieurs heures debout dans le froid, les résultats des négociations. Enfin, durant le gala final, le responsable local du P.C.F. dit, l'air supérieur, à deux jeunes ouvriers, pas d'accord avec la reprise, ni avec l'attitude du P.C.F. :

- C'est ta première grève ?
- Oui, répond un jeune de 18 ans.
- Des grèves, moi, j'en ai organisées des tas !
- Et t'en as sabotées combien ?

Le Parti Socialiste

Il compte, lui, deux ouvriers, délégués C.G.T.

Un candidat aux cantonales vient prendre la parole dans l'usine. Il s'entend dire que c'est peut-être bien de venir pour les élections mais qu'il aurait sûrement mieux fait de venir avec sa section syndicale. Le lendemain, nouveaux gros titres dans les D.N.A. Un parlementaire P.S. de l'ouest, délégué au Parlement Européen, vient à son tour. On ne reverra plus ces deux messieurs, il faut dire que les élections ne durent pas autant qu'une grève.

Un beau jour, on nous distribue quelques tracts du P.S. Surprise, le texte est pratiquement celui de nos panneaux. Quelques mots malsonnants ont été enlevés, au moins une grosse connerie ajoutée (« pas d'embauche à G.M. », alors qu'il y en a eu 350 en six mois), plus une signa-

ture bizarre. Un ouvrier de G.M. en lutte. un bulletin d'adhésion au P.S. On demande des explications au militant du P.S. Il a en effet fourni le texte des panneaux (pourquoi pas ?) mais le P.S. a fait la censure et ajouté la signature et le bulletin d'adhésion.

C'est tellement minable qu'on laisse tomber.

La Ligue Communiste Révolutionnaire

Premier groupe extérieur à être venu (individuellement avec les fonctionnaires en grève). Ils rendront compte à plusieurs reprises de notre grève dans leur quotidien *Rouge*. Ils feront une collecte de près de 650 F et plusieurs d'entre eux, membres de la C.F.D.T., nous aideront à coller les affiches du gala. Ils tiendront aussi des postes stratégiques tant aux brochettes de la fête qu'aux sandwiches du gala.

Le Parti Communiste International

Il fera aussi sa collecte et nous remettra une lettre de bon conseil à la fête insistant sur le fait qu'il ne faut pas laisser dormir la caisse de grève alors que nous nous servons déjà de cet argent pour la bouffe du soir et ladite fête. A signaler qu'un de ses militants acceptera de reporter à une autre fois la distribution d'un tract sur la lutte du peuple sarahoui au Maroc, quand nous faisons une collecte à Clark.

Le Parti Communiste Révolutionnaire

Il va venir un soir comme délégation de Télec. Manque de pot pour leur inconnu, un délégué C.G.T. du P.C. connaît l'un d'eux car ils ont fait un stage syndical ensemble. Le lendemain, on retrouve le *Quotidien du Peuple* après leur passage. Ils feront aussi une collecte.

Humanité Rouge - Combat Prolétarien

Autre messenger de la nuit; ce n'est pas le *Quotidien du Peuple* qui marquera le passage du militant de H.R.-C.P., mais deux brochures albanaises sur la trahison du P.C.F. au 22^e Congrès ! Collecte aussi.

Humanité Rouge - Comité de Lutte contre la Crise

H.R. viendra toujours en tant que C.L.C., voire en tant que délégation Clark (4 personnes, étudiants ou autres et un ouvrier de Clark). Un article étonnant sur la grève; la dénonciation d'un ouvrier qui, n'aimant pas leurs méthodes, se voit accusé de vouloir isoler les luttes : il l'avait déjà fait à Clark, affirme le C.L.C. Assurément qu'en tant qu'ouvrier de G.M., il n'avait été à Clark que pour y isoler les ouvriers en grève !

La Gauche Ouvrière et Populaire

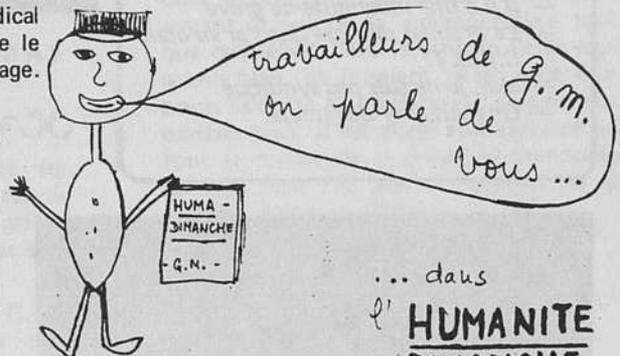
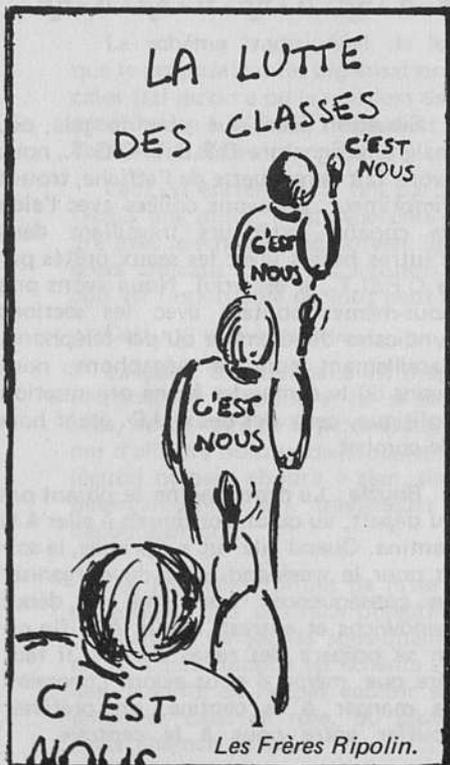
On vit un militant aux brochettes le jour de la fête et un article « d'atmosphère » dans *L'Outil*. Prêt du mégaphone.

L'École Émancipée

Position de soutien et collecte de 700 F au congrès du S.N.E.S. Aide pratique de certains de ses militants pendant la manif du « Berufsverbot ». A passé un tract des grévistes dans son journal.

Lutte Ouvrière

2,40 F de soutien pour 3 militants sur un marché : « On vous soutient politiquement, on ne fait pas la charité ».



50 pages de reportages vivants sur toutes les grandes questions d'aujourd'hui
Un beau magazine illustré

... dans
l'**HUMANITE
DIMANCHE**

de cette semaine.
(pages 11-12-13)

Demain, vendredi
2 avril 76
à 14 h 30
devant l'usine.

des camarades du parti communiste français vous proposeront votre journal.
• préparez **4 F** : merci !

solidarité

Comme on le disait devant un cinéma: « Aller voir les films du Festival des Droits de l'Homme, c'est bien, être solidaire des travailleurs en lutte, c'est mieux! »

*
* *

Le lundi 8, on devinait que la grève allait durer: un premier tract fut rédigé. Le lendemain, il allait être distribué (Clark et Télec). Première collecte à Sélestat.

Une commission s'est créée le mardi matin (le 9) dans le but justement de faciliter cette solidarité. Cette commission ne marchera pas dans sa fonction structurée, mais ceci ne nous empêchera pas de porter notre lutte ailleurs que dans le périmètre de la G.M.

Le 10, visite de gars d'autres boîtes (Clark, Télec, S.N.C.F., Spiertz): un lien s'établit.

En fait, on peut dire que les contacts qu'on a eus, étaient en gros de trois ordres:

- **Dans les autres boîtes:** Contact avec les délégués (surtout vers la fin, pour porter les affiches du gala et essentiellement pour organiser les collectes. Avec les ouvriers, on a eu l'occasion de discuter chaque fois qu'il y en avait qui s'arrêtaient pendant qu'on distribuait des tracts, ou bien qu'on faisait une collecte.

Ainsi, à la Coop, on a pris contact avec les délégués (C.G.T.-C.F.D.T.) et fait une collecte le lendemain; la collecte finie, on s'est fait inviter à leur cantine.

- **A la G.M.:** Y venaient surtout des gars « politisés » (militants d'organisations politiques ou délégués syndicaux) ou des copains.

- **Ailleurs:** Ainsi, lors des collectes (Place Kléber, cinéma, marché, à la Fac, gala), c'était une explication de notre situation, du déroulement de notre lutte.

Aujourd'hui, une lutte doit être connue, se développer ailleurs, partout où elle le peut, pour aboutir. Il faut donc informer, populariser chaque lutte, pour créer un rapport de forces.

Ce n'est que vers la fin de la grève que les Unions Départementales ont contacté des boîtes pour les inviter au gala de soutien. Heureusement que nous l'avions fait aussi.

L'aide extérieure

A la différence d'autres luttes, il y a toujours eu suffisamment d'ouvriers de la G.M. volontaires pour effectuer les distributions de tracts et les collectes dans les autres usines. Si collectes et distributions n'ont pas été plus importantes, c'est dû davantage à un relâchement de la tension à certains moments de la grève (négociations) qu'à un manque de volontaires pour effectuer ces tâches. Lorsque pour certaines actions (collage d'affiches) nous avons eu besoin d'aide extérieure, nous l'avons trouvée par des copains ou copines extérieures, sans avoir recours

(comme à Clark) à des groupes politiques. Les gens qui nous ont aidé l'ont donc fait en tant que travailleurs solidaires d'autres travailleurs, et non en tant que représentants d'une quelconque organisation. Ceci explique l'absence de comité de soutien comme à Clark.

La solidarité internationale

Trois grands moments ont marqué notre grève:

1^o Le « Berufsverbot »

Le samedi 13, avait lieu à Strasbourg une manifestation organisée par le K.P.D. regroupant environ 10 000 personnes. Nous décidions donc de nous y rendre, essentiellement pour y organiser une collecte. Le montant de celle-ci atteindra environ 4 000 francs. Après ce meeting, des manifestants sont venus à la G.M. et y ont laissé certains de leurs panneaux, qui resteront jusqu'à la fin de la grève.

2^o Les télégrammes de solidarité de solidarité internationale

Ils sont venus des autres boîtes G.M.: Mexique, Belgique, Allemagne, Australie, France. Bien qu'ils n'aient pas représenté une force réelle, ils nous ont cependant apportés un soutien moral important. En effet, savoir que notre lutte est connue ailleurs que dans le cadre étroit d'une région, fut un puissant stimulant. (Nous avons appris par la suite que l'information n'avait pas été diffusée en Angleterre et était restée entre les mains des spécialistes des relations étrangères à la direction syndicale.)

Si les prolétaires de tous les pays s'unissent, nous sommes foutus!



3^o Rencontre C.F.D.T. - I.G.-Metal

Cette rencontre fut le fait le plus marquant de la grève en ce qui concerne les relations internationales. On apprit deux choses:

- Bochum manquait de pièces et la chaîne de Rüsselsheim (qui monte les boîtes automatiques) allait s'arrêter;
- les syndicats allemands refusaient les heures supplémentaires sur les chaînes qui montent les boîtes mécaniques pour nous soutenir.

Il est cependant bien plus regrettable (sic!) que le résultat de cette rencontre n'ait pas été porté à la connaissance de tous les grévistes, le permanent C.F.D.T. devant tout de suite se rendre aux négociations après la rencontre. En effet, une fois la grève finie, des gars ont dit qu'ils

auraient voté la poursuite de la grève, s'ils avaient eu connaissance de cette rencontre.

Enfin, ces quelques faits nous ont montré, à l'évidence, la nécessité de développer une solidarité à l'intérieur même d'une multi. C'est la forme de lutte vers laquelle la classe ouvrière devra tendre par nécessité, face au capitalisme moderne organisé à l'échelle internationale.

La fête

La fête a eu du mal à démarrer: « Ah! bon, pour quoi faire? », demandaient des délégués qui pensaient qu'un appel aux grévistes leur demandant de passer le week-end à la G.M. était suffisant pour réunir un maximum de gens.

Cependant l'idée fut rapidement acceptée par tous. Après avoir exclu l'hypothèse d'un méchoui (mauvaise période) et d'un couscous (où le problème de l'occupation de la cantine s'est à nouveau posé), on s'est décidé pour des brochettes-merguez sur le parking d'entrée.

Cette fête devait permettre le maintien de notre combativité. Nous avons effectivement constaté que le week-end suivant, où rien ne s'est passé, nous n'étions qu'une douzaine sur les lieux.

Mais c'était avant tout pour nous amuser un brin: « Quand les travailleurs dansent, les patrons font la gueule » (un tract).

Nous nous sommes donc retrouvés entre grévistes, en famille: bon nombre sont ainsi venus avec leur femme, leurs gosses ou d'autres membres de la famille. On avait aussi décidé de la gratuité de la bouffe, mettant pour une fois entre parenthèses les rapports de fric qui habituellement nous dominent.

Le gala

Prévu à l'origine pour le vendredi 19, il a été remis d'une semaine, à cause des négociations qui prenaient toutes les A.G., les discussions. Ce sentiment que la grève allait se terminer, bloquait toute initiative. Il a donc été organisé tardivement: peu de tracts, collages organisés en dernière minute, et c'est quelques grévistes qui ont tout fait.

L'organisation de ce meeting-gala, comme pour Clark, a été décidée pour faire connaître la lutte. L'idée fut acceptée par les syndicats.

Les choses deviennent plus difficiles quand il s'agit de signer l'affiche; la commission qui s'occupait du gala avait proposé: « C.G.T.-C.F.D.T. & A.G. des grévistes », puisque cette affiche devait être payée avec l'argent de la caisse de grève. La section C.F.D.T. était d'accord ainsi que certains délégués C.G.T. jusqu'à ce que les délégués syndicaux C.G.T. opposent leur veto (ils devaient être rejoints sur ce point par Guntz), disant que seuls les syndicats étaient responsables. La décision syndicale allait encore une fois passer, on n'avait pas le temps de convoquer l'A.G. qui, d'ailleurs, aurait peut-être rejoint le point de vue syndical. Reconnaissons toutefois que l'U.D.-C.F.D.T. allait payer la location de la salle.

Sur ce point encore, à notre avis symbolique, les grévistes abdiquaient tout pouvoir puisqu'après tout, c'était leur fric et, plus encore, les gens et les délégations de travailleurs venaient là, non pour entendre parler des trois millions d'adhérents de la C.G.T. ou du socialisme autogestionnaire de la C.F.D.T., mais pour s'informer sur la lutte des travailleurs de G.M. et échanger avec eux leur propre expérience de lutte.

Et on ne parle pas du travail pratique (dessin de l'affiche, collage, organisation du gala, recherche des musiciens, installation de la sono, tour des grosses boîtes de la région, pour inviter les délégations syndicales) qui fut fait par des ouvriers syndiqués et non syndiqués de G.M. (et par des copains et copines personnelles) et non pas, comme le laissent entendre les signatures de l'affiche, par les U.D.-C.G.T.-C.F.D.T., bien que le permanent C.F.D.T. ait loué la salle. Quant au meeting, on a pu remarquer la présence de nombreux travailleurs et de délégations de boîtes. La fin de la grève a évidemment provoqué de nombreux remous.

Il n'y eut pas de collecte à la fin ; comme nous en avons discuté auparavant : on collecte en effet pour les travailleurs en lutte, et non pas pour ceux qui reprennent.

LA VIE QUOTIDIENNE PENDANT L'OCCUPATION

Les nuits

On n'était pas très nombreux les nuits (environ 20). Cependant, la rotation se faisait bien. Des femmes, malgré la réticence d'un délégué C.G.T., ont également occupé la centrale la nuit. Ceci est positif.

Les nuits étaient souvent calmes ; on les passait à jouer aux cartes, à lire des B.D., ou à discuter. Parfois, on entendait le son de l'accordéon ou des chansons qui étaient reprises tout autour de la table.

Un soir, Siffer et les Schelligemer ont passé la soirée avec nous. Mais « l'animation », telle qu'elle aurait pu être faite par des groupes (théâtre, cinéma...) ne s'est pas réalisée. A ce propos, lors d'une discussion où il était proposé de faire venir de tels groupes, le délégué C.G.T. s'est exclamé : « Tant que vous y êtes, pourquoi ne pas faire venir des minettes ou des petites étudiantes !!! ».

Bref, la nuit, tout le monde était bien installé, chacun ayant bien vite apporté son sac de couchage.

Les transports

Une fois que les lignes de transport de la boîte ont été supprimées (fin de la première semaine), s'est posé le problème du transport. Ceci avec plus d'acuité encore la semaine suivante, le nombre des grévistes occupant la centrale diminuant.

2 MANIÈRES DE PASSER LA NUIT.



*Pour les méchants :
faire sauter les soudures de la porte.*



*Pour les joueurs :
le Monopoly.*



Après un Monopoly acharné.

Rien de sérieux n'a été fait à ce propos. Il fut bien tenté de faire une liste des voitures disponibles avec leur trajet, mais personne ne s'en est occupé. On n'entendait plus que les jérémiades des délégués se lamentant sur « ces ouvriers qui font la grève chez eux ».

Ces mêmes délégués proposent alors une opération commando pour rechercher le « listing » du personnel que la direction bien évidemment refusait de donner. Alors qu'il aurait été plus simple de prendre l'adresse des grévistes en même temps qu'ils donnaient leur nom et leur numéro de compte tout au début de la grève.

Ces initiatives pour chercher des grévistes ont cependant été suivies, ainsi, deux femmes ramèneront la déléguée du personnel C.G.T. qui faisait la lessive chez elle.

La bouffe

Au début de l'occupation, on allait encore manger à tour de rôle à la cantine. Puis ce fut la période « froide » qui dura presque tout le temps de la grève : saucisses, sandwiches. Avec un grand moment d'exception, il est vrai : un soir, un délégué C.F.D.T. rapportera un jambon en croûte de 15 kg. Puis, vers la fin, ce fut l'époque héroïque de la « commission » bouffe.

La bouffe a posé le problème de l'occupation de la cantine. Cette occupation, qui ne s'est pas faite, a montré le rôle que jouent les organisations syndicales, contrôlant les initiatives qui ne rentrent pas dans la « légalité » (occuper une usine, est-ce « légal » ?), en sabordant celles qui les démarquent de leur image d'organisation responsable. L'occupation de la cantine ne s'est donc pas faite, bien que cela eût pu occuper pas mal de gars et que cela eût pu être plus agréable que la centrale comme lieu d'occupation.

Au sujet de la cantine, les ouvriers de Rhénalu (boîte de la métallurgie qui a fait 6 semaines de grève) qui ont pris la parole au meeting, ont insisté sur le fait qu'en occupant la cantine, ils avaient disposé d'un local commode et confortable, véritable Q.G. de la grève.

Le fric

Il a servi à payer notre bouffe, notre boisson, bref, à nous faire vivre pendant cette grève.

On aurait cependant pu discuter pendant la grève de la façon de répartir l'ensemble du fric récolté, voire déjà le partager.

Il est à noter qu'il y avait toujours des gars de G.M. pour participer aux collectes.

Mais, si les sommes ramassées ont été suffisantes pour nourrir les grévistes qui occupaient, elles ne l'étaient pas pour permettre à l'ensemble des grévistes de tenir le coup pendant une très longue période. D'autres moyens doivent être envisagés. Certes, tout le monde ne peut pas vendre des montres, mais c'est une question qu'il faudra résoudre lors d'une prochaine lutte.

les assemblées générales

L'A.G. est le reflet de la force d'une grève. Elle oscille entre deux extrêmes :

- le lieu où sont prises les décisions à partir desquelles s'organise la grève ;
- un rassemblement de grévistes qui entérine les décisions prises par les délégués.

A G.M., il ne se passera pas grand-chose, au début, lors des A.G. Plusieurs raisons allaient concourir à cela.

Raisons formelles :

Le respect des spécialistes, habitués à la parole. Beaucoup de grévistes avaient quelque chose à dire, mais ne l'exprimaient qu'à leur voisin, n'osant pas le formuler publiquement. Ceci était renforcé par des détails techniques, telle l'utilisation du mégaphone ou l'escalier servant d'estrade qu'il fallait monter. A noter que certains travailleurs immigrés n'avaient pas une bonne compréhension du français et que souvent, on ne leur laissait pas le temps de se faire traduire ce qui venait d'être dit par des camarades qui comprenaient mieux le français.

On peut dire que l'A.G. n'a pas joué le rôle qu'on pouvait attendre d'elle. Elle n'a pas été le lieu où les grévistes analysent leurs actions. Au fur et à mesure de la lutte, on est obligé d'abandonner certaines actions et amené à en faire d'autres. Innovations et imagination deviennent ainsi une nécessité, sous peine de voir la lutte s'enfermer dans les limites étroites d'une lutte traditionnelle, inefficace. Le cloisonnement traditionnel ne fut jamais dépassé ; l'A.G. restant centrée sur le problème des négociations. Elle fut significative à ce niveau-là, d'une lutte qui ne réussit jamais à dépasser le cadre étroit de l'entreprise. Si, en effet, il y eut du monde le dimanche à la fête, ce fut un des rares moments où on put discuter avec des travailleurs d'autres boîtes, le reste du temps, seuls Guntz et Bauer purent rentrer librement dans la boîte.

L'A.G., en tant que forme d'organisation, n'est donc pas « bonne en soi », mais peut se retourner contre les travailleurs ne leur faisant assumer une défaite. L'A.G. ne peut donc être la volonté organisée des grévistes que dans la mesure où elle correspond à une force réelle.



AG

Raisons de fond :

L'A.G. n'était convoquée que dans le but d'entériner des décisions ou initiatives prises par les délégués ou par des petits groupes. Elle n'a jamais exprimé sa propre volonté. Cela se traduisait habituellement par un manque de vie et d'animation. Les débats devinrent plus animés lors des « conflits » portant sur les négociations. On peut se dire que l'ambiance était chaude, bien que seule une minorité de grévistes ait pris activement part aux discussions.

Ces discussions portaient uniquement sur les négociations. Plus rien n'était dit ou n'était fait pour impulser la lutte. Si les A.G. devinrent donc plus « démocratiques », cela provenait beaucoup plus du fait qu'il fallait faire assumer les reculs à l'ensemble des grévistes, plutôt que d'une réelle activité de l'A.G.

COMITÉ DE GRÈVE

On peut dire que, tout comme les A.G., ce n'est pas une forme fétiche, à placer à tout prix, mais dépendant de la force de la grève. La grève avec A.G. - régulière - et - comité - de - grève - élu - et - responsable - et - révocable - à - tout - moment - par - les - travailleurs est un schéma théorique qui ne s'applique pas forcément à la réalité.

Les luttes actuelles sont intéressantes beaucoup plus par leur manière diffuse que par les schémas théoriques qui peuvent y être appliqués. (C'est-à-dire par les faits ou actes dans lesquels certains décident par eux-mêmes de ce qu'ils font, remettant ainsi en cause les valeurs traditionnelles — respect du travail, de la légalité, de la propriété, de l'autorité des supérieurs ou spécialistes — que nous subissons tout le restant de la vie.)

De même, un comité d'action n'aurait servi qu'à créer une division de plus, à désigner un groupe à une éventuelle répression ultérieure. Il était inutile, étant donné qu'on se connaissait suffisamment pour faire quelque chose ensemble.

A notre avis, le comité de grève peut être intéressant dans la mesure où une grève est suffisamment forte, que c'est une forme d'organisation qui s'est vue ailleurs et permet à des grévistes de prendre des responsabilités et qui ne peut échapper au contrôle de la base, tant que celle-ci se sent partie prenante de sa grève.



Petite revue de presse

La collecte rencontre un succès sans précédent : près de 400 000 F.

Dimanche — Sur la parking, c'est la rencontre des grévistes avec la population. Les familles sont là : après de longues nuits de piquet de grève, c'est la détente avec les gamins, les copains. Sur les visages fatigués percent les sourires; les femmes sont là.

La semaine prochaine, la lutte sera difficile. Ce soir, la nuit sera longue pour nos camarades du piquet.

Tract du PS

Humanité nouvelle d'Alsace (H.R.)

Alors que les travailleurs participaient au gala de soutien, les traîtres délégués viennent au gala pour annoncer la reprise du travail pour le lendemain matin! Ils viennent de signer (sans accord de l'Assemblée Générale) l'accord. Sur le dos des travailleurs, en présence de 40 ouvriers et sans même l'accord de la majorité d'entre eux, ils signent..... l'accord de trahison parce qu'ils n'obtiennent que 180,-F où sont compris les 3,5%!!

Les communistes soutiennent la lutte des travailleurs

Deuxièmement : parce que le patron de l'usine, lui, ne tire pas le diable par la queue. Ses affaires vont même mieux que jamais. G.M. a largement de quoi satisfaire nos revendications.

Il n'y a qu'à voir le train de vie du directeur (américain) de l'usine

- ça ne lui suffit pas d'empocher ses 2 millions anciens par mois
- l'entreprise lui paye en plus l'énorme loyer de sa villa et lui installe le chauffage jusque dans la gloriette de son jardin
- il a même à sa disposition des gardiens de G.M., l'un pour amener ses enfants à l'école, en Allemagne, l'autre pour faire nourrir son chien à la cantine.

C'est le véritable coq en pâte.

Il ne connaît rien aux problèmes des travailleurs.

Il est particulièrement mal placé pour refuser une augmentation de 250 F aux salariés!



l'outil (cc.eop)

La General Motors emploie 1.100 personnes pour fabriquer des boîtes de vitesse. Implantée voici quelques années, elle s'est rapidement taillée une réputation de « sale boîte ». D'abord, le cadre : à quelques kms de Strasbourg, les bâtiments « fonctionnels » sont entourés d'un énorme réseau de barbelés. De plus, il y a une milice privée, armée, de 30 « tunique bleues », veillant à la sécurité, c'est-à-dire surveillant les déplacements, empêchant les distributions de tracts, et, au besoin, chargés de briser les grèves.

Jusqu'en 75, la CFT y tenait le haut du pavé, mais la CGT et la CFDT ont réussi à s'implanter.

elle est néanmoins prête à discuter avec les représentants du personnel à condition, bien sûr, que le travail reprenne. Pour activer le pourrissement de la grève, elle enverra presque quotidiennement des lettres au domicile des travailleurs, en expliquant sa vision des choses (la grève est inutile, elle pèse très très lourd sur le budget et sur « le moral de votre famille », reprenez le travail, nous réglerons les problèmes par la concertation, et bla bla bla...) De plus, elle invite le personnel non gréviste à des réunions, en les félicitant de leur zèle, proposant des gratifications aux plus ardents, de ces inconditionnels du boulot.

Pendant ce temps, les grévistes s'organisent, prennent des contacts avec les sections syndicales des entreprises métallurgiques de la place, ainsi qu'avec celles des autres unités de production de la G.M., en Allemagne, Belgique, Angleterre, Mexique. La solidarité joue. Le 8 mars, occupation de la centrale thermique : l'alimentation en air comprimé de l'usine est coupée, la production est arrêtée. Ce n'est que deux semaines plus tard, lorsque la direction accepte de négocier, que la centrale est évacuée. Le directeur accorde 110 F d'augmentation. Les travailleurs acceptent, mais exigent le paiement des jours de grève. La direction refuse. Pour relancer les négociations, les travailleurs réoccupent la centrale thermique et menacent à nouveau de paralyser l'usine. La direction accepte aussitôt de négocier et accorde 3,5 % d'augmentation supplémentaire et s'engage à embaucher du personnel pour réduire les cadences, aménager les horaires et augmenter le nombre de pauses. La grève n'aura pas d'incidence sur la durée des congés annuels.

Forts d'une expérience acquise au cours de différents conflits qui, dans le passé, ont abouti à des échecs, les travailleurs de la G.M. ont su bousculer le patronat et l'obliger à des concessions. Le bilan de cette grève est d'autant plus remarquable, qu'elle n'a été menée que par 60 % du personnel de production.

BOF vous savez, moi la politique....



N° 55 — Samedi 6 mars 1976

DNA

Prolongation de la grève chez General Motors à Strasbourg

Le mouvement de grève qui avait débuté avant-hier chez General Motors s'est également poursuivi pendant la journée d'hier. Observé par 70 % du personnel ouvrier selon les syndicats CGT et CFDT — 270 personnes sur 750 ouvriers d'après la direction — ce mouvement a donné lieu à un incident. Le directeur du personnel affirme en effet avoir été bloqué dans son bureau de 8 h 30 à 15 h, les grévistes ayant par ailleurs démonté la porte. « En fait, répondent les syndicats, le PDG et le directeur du personnel se sont enfermés. Le PDG est reparti librement mais le directeur du personnel est resté. Nous avons alors démonté une vitre à côté de la porte pour discuter. Il n'y a eu aucune violence. »

En ce qui concerne la négociation, la direction met comme préalable « le retour à l'ordre ». Les grévistes qui réclament une augmentation de salaires de 250 F par mois et une diminution des cadences ont décidé de poursuivre leur mouvement lundi.

Débrayages et journée de grève chez General Motors à Strasbourg

Selon les syndicats CGT et CFDT, 60 % des 600 ouvriers des ateliers de General Motors Strasbourg se sont mis en grève hier. Des débrayages avaient déjà eu lieu les jours précédents.

Les grévistes demandent l'amélioration de certaines conditions de travail (chevauchement des équipes notamment), une diminution des cadences et une augmentation mensuelle de 250 F pour tous.

Dans un communiqué, les deux syndicats affirment qu'après une entrevue avec la direction, un vote à bulletin

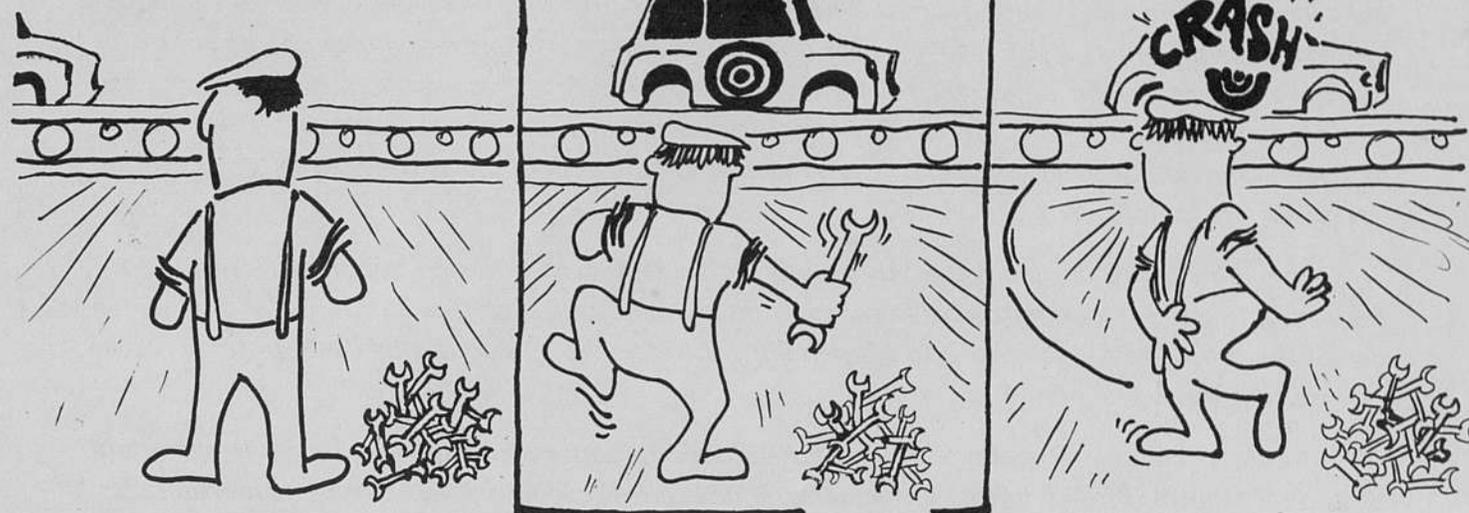
secret a eu lieu parmi les grévistes de l'équipe du matin et que sur 207 votants, 197 se sont prononcés pour la poursuite de la grève.

Les syndicats sont décidés à faire aboutir leurs revendications « étant donné que les affaires vont actuellement bien à General Motors ».

Après avoir traversé une passe difficile qui s'est notamment traduite par des fermetures temporaires de l'usine, General Motors poursuit actuellement un plan d'embauche mis sur pied il y a près de six mois.

KLAPPER STEI

(O.K. C'EST PARTI)



CONCLUSION PROVISOIRE...

On peut constater une des limites de la lutte des travailleurs de G.M. au peu de répercussions que cette lutte a eues sur la modification de leur vie quotidienne. A part ceux, une trentaine, qui passaient régulièrement des nuits dans la centrale, beaucoup venaient à l'usine comme les autres jours, ils venaient au boulot (pas à 6 heures du matin, il est vrai!).

D'autre part, on a pu constater aussi que peu de femmes de grévistes se sont rendues à l'usine pour se rendre compte de ce qu'il se passait. L'éloignement des habitations par rapport à l'usine est certes responsable, mais aussi le fait que, pour beaucoup de grévistes, la grève s'arrêtait aux portes de l'usine.

Un autre fait caractéristique est la faible part qu'ont prise les femmes à la grève. Là encore, la grève leur a permis de rester à la maison, plus que de prendre une part active à la grève. On a pu voir un délégué indigné parce qu'une ouvrière voulait passer la nuit à l'usine. De la même façon, un autre délégué répondit, lors du meeting, à des personnes qui demandaient aux femmes de prendre la parole pour parler de leurs problèmes particuliers pendant la grève: « Mais qu'est-ce que tu veux donc qu'elles racontent de plus que ce qu'on a déjà dit? ».

Alors, on en arrive aux résultats effectifs de cette grève pour les trois revendications:

- 250 F; seulement 110 F;
- le chevauchement: refusé, mais huit heures trente pour le matin et huit heures pour l'après-midi arrivent au même résultat: finir à 23 h; les cadres au montage: rien, si ce n'est l'officialisation d'une pause de fait;
- heures de grève payées: 100 F.

Cependant, d'autres résultats annexes ne sont pas négligeables: tout d'abord le contact avec Opel et d'autres boîtes à Strasbourg (Clark, Coop, Holweg, etc.), et aussi le fait d'avoir brisé un temps la division habituelle des ouvriers, d'avoir appris un peu à se connaître.

Au sujet de la forme qu'a prise la lutte, le plus important est le poids négatif de l'idéologie syndicale. Négatif, parce que les ouvriers, s'ils remettaient en cause le schéma syndical traditionnel, se trouvaient alors devant un vide. Ils n'ont pas pu prendre réellement en main leur lutte, s'organiser eux-mêmes, sauf pour certaines actions.

La critique des syndicats était théorique, c'est-à-dire qu'elle n'a pas eu de conséquence concrète. Ainsi, on peut remarquer la totale absence d'organisation autonome (comité de grève ou autre...), les commissions qui auraient pu devenir l'expression de la base sont restées formelles. De même, lors des A.G., les ouvriers se sont rarement exprimés, les syndicats ont fortement aidé à cela, faisant tout pour canaliser (raisonnablement) la grève, aidés en cela par le légalisme des ouvriers qui n'ont jamais osé sortir des limites de la lutte traditionnelle. Ainsi, quand on a laissé filer Vange, laissé les « tuniques bleues » nous suivre pas à pas avec leur talkie-walkie, le peu de démonstration d'agressivité contre les ouvriers qui continuaient de travailler, l'absence de réaction face à l'installation des compresseurs de secours, on a cependant pu constater de timides tentatives qui allaient à l'encontre de cet état de fait, ce que la direction appelait « les actes déraisonnables », telle la prise d'assaut du bureau de Dalbourg, des grilles, des compresseurs...

Une autre limite de la grève a été sa localisation tant dans le temps que dans l'espace : pour beaucoup, la grève se limitait à quelques heures de la journée, et aussi localement, car si on a essayé de la faire connaître à l'extérieur, on n'a rien fait pour l'étendre à l'intérieur de l'entreprise (bureaux, cantine, entrée).

Chaque grève tend à rejeter le poids des habitudes. Ce sont celles-ci qui constituent le plus grand obstacle à la lutte. On s'est aperçu à chaque étape de la grève, que l'on devait combattre les habitudes, sous peine d'étouffer : si la grève a duré si longtemps, c'est parce qu'il y avait une volonté de lutte effective de la part des grévistes, mais elle n'a pas su s'organiser, laissant ce soin aux « spécialistes ». Elle n'a pas su se débarrasser totalement des divisions traditionnelles hommes-femmes, Français-immigrés, sans parler de la division dirigeants-dirigés qui se retrouvait dans le rapport délégués-ouvriers.

Les conséquences concrètes de ceci se retrouvent par exemple dans le fait que l'information (journaux, tracts) a été faite par les spécialistes qui ne pouvaient tout faire pendant que les ouvriers jouaient aux cartes, de même que les contacts avec Opel n'ont pas été connus par tous, ceci ayant de lourdes conséquences sur le vote pour la reprise. Dans le même ordre de fait, il n'y a pas eu de contrôle effectif des négociations, ceci permettant des reculades inattendues.

Tout au long du conflit, le mouvement de grève a essayé de ruser avec les barrières avec lesquelles on essayait de l'enfermer. Au départ, le mouvement ne s'est pas heurté ouvertement à ces barrières qui le canalisait, il a tenté de s'exprimer à travers les commissions, obtenant quelques résultats, dont le plus important est la diffusion de la lutte à l'extérieur (bien que ce soit toujours resté formel). Il n'a pu s'exprimer par la suite que par des actes ponctuels (fête, gala, « actes déraisonnables »...). C'est pendant les négociations, quand les syndicats imposeront les reculs, que les conflits éclateront entre eux et les grévistes les plus actifs. Mais cette opposition, si violente qu'elle ait pu être parfois, n'a pas débouché concrètement, et il est caractéristique qu'elle ne s'est clairement exprimée que lors du gala, une fois la grève terminée.

Bien que les tentatives d'auto-organisation ne soient restées qu'à de timides essais, cette grève a été la plus longue et la plus dure de General Motors Strasbourg. Beaucoup de grévistes ont senti que la grève traditionnelle passive, avec présence symbolique, pendant que l'ensemble des grévistes regarde « leur » grève à la télévision, est aujourd'hui totalement dépassée. En face de sociétés aussi fortes que G.M., ce type de grève est voué à l'échec. Pour obtenir un résultat, si mince soit-il, l'invention de formes nouvelles d'organisation et d'actions dans lesquelles chacun est responsable et qui débordent sur tout le cadre de sa vie, est nécessaire.